



## Commission DÉMOGRAPHIE et QUESTIONS SOCIALES

### Programme statistique 2012

|   | Page |
|---|------|
| <b>MINISTÈRE DE LA VILLE</b>  |      |
| - Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes .....   | 3    |
| <b>INSEE</b>  |      |
| - Direction des statistiques démographiques et sociales   |      |
| - Département de la démographie .....   | 7    |
| - Mission Répertoires et mouvement de la population .....   | 7    |
| - Mission Base permanente d'équipements .....   | 9    |
| - Divisions « Organisation du Recensement et Relations Extérieures » et « Méthodes et<br>Traitements des Recensements » ..... | 10   |
| - Cellule infrastructures géographiques .....   | 12   |
| - Unité des études démographiques et sociales .....   | 13   |
| - Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages                                 |      |
| - Division prix à la consommation .....   | 19   |
| - Division conditions de vie des ménages .....  | 22   |
| - Division logement .....   | 28   |
| - Division revenus et patrimoine des ménages .....  | 34   |
| <b>INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES - INED</b> .....   | 41   |
| <b>MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>   |      |
| - Département des études, de la prospective et des statistiques .....   | 48   |
| <b>MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU<br/>LOGEMENT</b>                                   |      |
| - Service de l'observation et des statistiques - Partie logement .....  | 56   |
| <b>MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE<br/>L'IMMIGRATION</b>                      |      |
| - Département des statistiques, des études et de la documentation .....   | 63   |
| <b>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE</b>  |      |
| - Direction de la jeunesse, de la formation populaire et de la vie associative  |      |
| - Mission des études, de l'observation et des statistiques .....  | 68   |

*Pour information le programme statistique 2012 des services producteurs mentionnés ci-dessous sont présentés dans celui de :*

- la Commission Services publics et services aux publics

**INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE**

- Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

- Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS**

- Sous-direction de la statistique et des études

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ**

**MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

**MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE**

- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

## Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes

### 1. Exposé de synthèse

La sous-direction des études statistiques et de l'évaluation du Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes (SG-CIV) développe un système d'information sur les quartiers de la politique de la ville et contribue à l'évaluation de cette politique publique.

***L'infrastructure d'observation actuelle du SG-CIV repose pour l'essentiel sur des exploitations territoriales des enquêtes du système statistique public et de sources administratives.***

Elle permet en particulier de mettre à disposition des partenaires nationaux et locaux, des données d'observation sur les périmètres géographiques de la politique de la ville : les Zones urbaines sensibles (Zus), les Zones de redynamisation urbaine (ZRU), les Zones franches urbaines (ZFU) et, plus récemment, les quartiers en Contrat urbain de cohésion sociale (Cucs).

Elle alimente également de nombreuses études, publiées en particulier dans le rapport annuel de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) dont la S/DESE assure le secrétariat permanent.

Les politiques de la ville sont mises en œuvre sur cinq champs prioritaires :

- l'accès à l'emploi et le développement économique ;
- l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ;
- la réussite éducative et l'égalité des chances ;
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance ;
- l'accès à la santé.

Elles s'appuient en grande partie sur la mise en œuvre des politiques de droit commun, mais aussi sur quelques dispositifs spécifiques.

L'évaluation de cette politique s'articule donc très naturellement sur ses cinq axes et les outils statistiques sur lesquels s'appuie la SG-CIV pour mener à bien cette évaluation relèvent pour l'essentiel de la responsabilité de l'Insee ou des services statistiques compétents sur ces différents champs.

En matière d'emploi, sont principalement mobilisés l'enquête Emploi et les DEFM, mais aussi les travaux d'évaluation des politiques de l'emploi, et en particulier des dispositifs du plan de cohésion sociale, menés par la DARES.

Le dispositif portant sur la question de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi, bénéficie également d'un partenariat entre le CEREQ et le SG-CIV pour développer des études sur les liens entre ségrégation urbaine et insertion professionnelle des jeunes à partir des données géoréférencées des enquêtes Génération 1998, 2004 et 2007 du CEREQ.

En matière de développement économique la disponibilité des fichiers Sirene, géoréférencé par l'INSEE sur les quartiers Zus et ZFU et Clap, alimentent nombre d'études. Sont également mobilisées des données de l'Acoss.

C'est aussi un fichier géoréférencé par l'Insee, celui des revenus fiscaux localisés de la DGFiP, qui fournit la première information mobilisée en matière de revenus. Les fichiers sur les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire et les allocataires CAF le complètent. L'enquête annuelle Revenus Fiscaux de l'INSEE est également utilisée.

La question des conditions de vie est abordée à l'aide de l'enquête SRCV. Une exploitation plus poussée des résultats des recensements de population est espérée pour 2012. Les résultats de l'enquête Famille seront également exploités.

La disponibilité de l'enquête TéO nous a permis de publier dans le Rapport 2011 de l'Onzus une première étude sur les trajectoires sociales des habitants des quartiers, en lien avec leurs origines sociales et migratoires. L'exploitation du Panel Premiers Migrants de la Drees, réalisée en 2010, s'enrichira fin 2011, début 2012, de l'enquête Elipa.

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (Anru) est chargée, sous la tutelle du SG-CIV, de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine. Le suivi de ces programmes est complété par une enquête annuelle auprès des chefs de projet locaux sur l'avancement physique des opérations de rénovation. Les fichiers de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en charge de la promotion du développement et de la qualité du parc de logement social, sont également mobilisés par le SG-CIV. L'enquête logement de l'INSEE complète le dispositif, du côté des bénéficiaires. Le SG-CIV attend avec impatience la mise en œuvre de la prochaine enquête.

Dans le champ de la réussite éducative, les données sur la réussite scolaire sont issues des fichiers de la DEPP. Ces données, concernent essentiellement les élèves scolarisés dans des établissements publics situés dans les Zones urbaines sensibles : effectifs selon le genre, l'origine sociale, la nationalité ; retards scolaires et redoublements, réussite aux examens nationaux (DNB et BAC). Des données sur la situation des établissements publics situés en Zus, également issues de fichiers de gestion de l'Éducation Nationale, sont également mobilisées.

2012 devrait voir se concrétiser l'élargissement aux établissements privés sous contrat et aux quartiers Cucs.

Mais la piste la plus prometteuse est celle de l'utilisation du géoréférencement par l'Insee de la base Élèves qui permettra progressivement de passer d'une logique de localisation de l'établissement à celle du lieu de résidence de l'élève. Des difficultés de calendrier ont reporté la valorisation de la base Élèves géoréférencée à 2012.

L'enquête Information et Vie Quotidienne et l'exploitation des données collectées au cours des Journées d'Appel Pour la Défense, si le géoréférencement est pris en charge par l'Insee, apporteront des éclairages particuliers sur la question de l'illettrisme.

En matière de prévention de la délinquance, la principale source administrative mobilisée est l'état 4001, statistique du ministère de l'Intérieur sur les crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie. Depuis 2010 les données sont disponibles trimestriellement. L'enquête nationale de victimation, « Cadre de vie et sécurité », conduite par l'INSEE et l'ONDRP permet de mesurer auprès des habitants la perception de leur quartier et de ses problèmes et les faits de délinquance dont ils ont été victimes.

Après l'exploitation du fichier Adeli des professionnels de santé en 2008 et 2009, de la cohorte SIRS 2005 (Santé, inégalités et ruptures sociales), de l'enquête Décennale Santé 2003 ou des Bilans de santé scolaire (enquêtes triennales en milieu scolaire – Drees, Depp, Dgesco, InVS), l'enquête Santé et Protection Sociale a été exploitée pour le rapport 2011.

Une collaboration avec le ministère des Sports a renseigné sur l'équipement en la matière des quartiers de la politique de la ville, via l'exploitation du répertoire des équipements sportifs. Elle devrait se poursuivre sur le champ de la pratique sportive, à l'aide des fichiers de licenciés.

Ces analyses en matière d'équipements de santé et sportifs vont être complétées sur d'autres domaines en utilisant la Base Permanente des équipements de l'Insee, utilisée en 2009, à l'échelon des Iris, pour une première analyse de l'équipement des quartiers.

En matière de **production statistique, le SG-CIV a mis en place d'un panel de la politique de la ville** qui vient compléter son infrastructure d'évaluation. Cette enquête est mise en œuvre auprès d'une cohorte de 1250 ménages résidant dans une quarantaine de quartiers de la politique de la ville. Ce suivi vise à mieux comprendre les trajectoires de ces ménages et à identifier l'impact sur leurs conditions de vie des politiques menées localement, ainsi qu'à porter un regard de long terme sur l'effet de ces politiques. Un autre enjeu de ce dispositif est de continuer à observer les ménages qui quittent les quartiers. Cette opération implique différents partenaires, grands institutionnels de la politique de la ville : Agence nationale pour la rénovation urbaine, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, Caisse des dépôts et consignations, Plan Urbanisme Construction Architecture, Union Sociale pour l'Habitat.

La première vague de l'enquête a obtenu le label d'intérêt général début 2011 et s'est déroulée de mai à juillet 2011. L'échantillon a été porté à 1750 ménages pour les trois prochaines vagues.

## **2. Travaux nouveaux pour 2012**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Le SG-CIV déploiera en 2012 la seconde vague de l'enquête PPV, avec un échantillon renforcé.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012**

La politique d'exploitation croissante des sources administratives à des fins statistiques, que ce soit par l'Insee ou par les SSM, et le développement du géoréférencement, enrichira les informations mobilisables par le SG-CIV sur son champ de compétences.

2012 devrait surtout voir une utilisation de la base Élèves de la DEPP, des fichiers des licenciés sportifs du ministère des sports et des JAPD.

La traduction des zonages de la politique de la ville en références cadastrales en cours au SG-CIV devrait simplifier l'utilisation statistique des fichiers fiscaux.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Les sur-échantillons mis en place dans les enquêtes Famille-Logement et Logement permettront leur exploitation sur les quartiers de la politique de la Ville.

## 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives   | Unité responsable               | Observations |
|--|---------------------------------|--------------|
| <b>Exploitation d'enquêtes</b>   |                                 |              |
| Emploi   | Insee                           |              |
| Logement   | Insee                           |              |
| SRCV   | Insee                           |              |
| ERF(S)   | Insee/DGFIP/Cnaf/Cnav<br>/CCMSA |              |
| CVS  | Insee                           |              |
| Enquête ANRU sur les livraisons  | Anru                            |              |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>   |                                 |              |
| DEFM   | Pôle Emploi<br>/Insee           |              |
| Fichiers de suivi des dispositifs de politique de l'emploi ou de la politique de la ville ciblée sur l'emploi (exonérations ZFU) | Dares                           |              |
| SIRENE   | Insee                           |              |
| Clap   | Insee                           |              |
| Revenus fiscaux localisés  | DGI/Insee                       |              |
| Fichiers CNAM  | Cnam/Insee                      |              |
| Fichiers CAF localisés   | Cnaf/Insee                      |              |
| Fichiers de gestion de l'ANRU  | Anru                            |              |
|  | Anru                            |              |
| Fichiers de gestion de l'ANAH  | Anah                            |              |
| Fichier Adeli des médecins   | DREES                           |              |
| Fichiers de gestion de l'EN  | DEPP                            |              |
| État 4001  | DGPN/DGGN                       |              |

## 5. Aspects particuliers du programme 2012

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le SG-CIV a engagé une démarche d'évaluation nationale de la politique de la ville appuyée sur un programme pluriannuel d'études coordonné par l'Observatoire national des ZUS.

Les travaux retenus portent sur l'identification des effets propres de la politique de la ville et de ses programmes, mais également sur les effets pour les quartiers en politique de la ville de réformes plus globales. Les évaluations menées par le SG-CIV s'articulent ainsi principalement autour de trois chantiers :

- **Le programme national de rénovation urbaine (PNRU)** : une évaluation quantitative du PNRU est réalisée à partir du fichier **Filocom**. Par ailleurs, des évaluations qualitatives portent sur les effets de dispositifs spécifiques au sein du PNRU (abattement de la taxe

foncière sur les propriétés bâties, diminution de la TVA), ou sur les effets globaux de la rénovation urbaine sur des thèmes de la politique de la ville (sécurité et tranquillité publiques).

- **Les dispositifs de réussite éducative**, à travers des évaluations quantitatives des programmes de réussite éducative (PRE) et des dispositifs des « cordées de la réussite »
- **Les finances locales**, par des évaluations des effets sur les finances des collectivités en politique de la ville des réformes Borloo de la DSU en 2004-2005 et des réformes des collectivités territoriales et de la taxe professionnelle.

Enfin, le développement du Panel Politique de la Ville (PPV) est l'occasion de mettre en place une base de connaissance pérenne au sein du SG-CIV, mobilisable aussi bien pour des objectifs futurs d'observation que d'évaluation.

## 6. Diffusion des travaux

Le SG-CIV établit annuellement à l'automne, le *rapport de l'Observatoire National des Zus*, rédigé avec la collaboration de différents partenaires.

Les études et travaux qu'il réalise ou pilote peuvent également faire l'objet de publications. Selon le format ils font l'objet d'un *Onzus Infos* (4 à 8 pages) ou d'un *Document de l'Onzus*.

### Annexe : liste des publications

#### Publications 2008-2009-2010-2011

Rapport 2011 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Octobre 2011  
 Rapport 2010 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Novembre 2010  
 Rapport 2009 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Novembre 2009  
 Rapport 2008 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Octobre 2008

Documents de l'Onzus n°2, *Enquête sur le pilotage de la politique de la ville dans le cadre des Contrats Urbains de Cohésion Sociale* - – Juillet 2010

Documents de l'Onzus n°1, *Les disparités sociales et territoriales de santé dans les quartiers sensibles* – Mai 2009

*Observation locale et politique de la Ville : note stratégique et guide méthodologique* – Septembre 2008

Onzus Infos n°1, *Le niveau de vie des habitants des zones urbaines sensibles : enquêtes sur les revenus fiscaux des ménages, 2002-2005* – Juillet 2008

#### Publications à venir

Onzus Infos n°2, *Les Zones Urbaines Sensibles en 2006*

Documents de l'Onzus n°3, *Caractéristiques et insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers de la politique de la ville*

Documents de l'Onzus n°4, *Les centres commerciaux implantés dans les quartiers de la politique de la ville*

Documents de l'Onzus n°5, *Évaluation des zones franches urbaines*

Documents de l'Onzus n°6, *Qu'est-ce qu'un quartier en difficulté ?*

Onzus Infos n°3, *Les quartiers de la rénovation urbaine*

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Mission répertoires et mouvement de la population**

## 1. Exposé de synthèse

La refonte de la base de répertoires des personnes, qui rassemble le RNIPP et le fichier électoral, a pour objectifs principaux la mise à niveau des modalités de gestion et des variables de la base et l'amélioration des services rendus aux administrations utilisatrices et aux partenaires (communes, organismes de la sphère sociale). Elle doit s'accompagner de la poursuite de la dématérialisation des échanges avec les fournisseurs (les communes en particulier) et les partenaires (organismes sociaux).

En 2010, la réécriture des chaînes d'alimentation de la BRPP, de production des statistiques d'état civil, et d'alimentation de l'EDP a abouti avec un passage en production des nouvelles applications en juin. En 2011, les outils de mise en concordance entre le fichier électoral géré par l'Insee et les listes électorales communales, ceux devant permettre d'accélérer la dématérialisation des échanges Insee-Communes, ainsi que les normes et les technologies d'échange entre l'Insee et la sphère sociale ont été à leur tour modernisés.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

Achèvement du projet de modernisation de la BRPP : mise en place des derniers services revus et modernisés aux utilisateurs et modernisation du mode de diffusion des fichiers statistiques d'état civil. Enregistrement systématique des actes d'état civil de Mayotte.

## 3. Opérations répétitives

- Collecte et exploitation des bulletins de l'état civil
- Gestion du fichier électoral et du RNIPP (Répertoire national d'identification des personnes physiques)
- Enrichissement de l'Échantillon Démographique Permanent à partir des bulletins des enquêtes annuelles de recensement et de l'état civil.

| Opérations répétitives                                       | Unité responsable   | Observations |
|--|---|--------------|
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>               |   |              |
| Répertoire national d'identification des personnes physiques | Pôle « Répertoires et fichiers démographiques » de la DR Insee Pays-de-la-Loire |              |
| Fichier électoral  |   |              |
| Échantillon démographique permanent                          |   |              |

## 7 - Liste des publications diffusées effectivement en 2010

| Titre(s) et lien(s)  | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)                     | Date de la diffusion | Remarques                                   |
|--|---|--|----------------------|---|
| <a href="#">Statistiques d'état civil sur les naissances en 2009</a> | 2   | Répertoire national d'identification des personnes physiques | Juillet 2010         | Des fichiers de données détail sont         |
| <a href="#">Statistiques d'état civil sur les décès en 2009</a>      | 2   |  | Octobre 2010         | également constitués sur ces trois          |
| <a href="#">Statistiques d'état civil sur les mariages en 2009</a>   | 2   |  | Novembre 2010        | sources, accessibles à un public restreint. |

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Mission Base permanente d'équipements**

## 1. Exposé de synthèse

Dans une démarche consistant à tirer parti des sources administratives, l'INSEE a mis en place une base permanente d'équipements, qui fournit les équipements figurant dans différentes sources administratives (Sirène, Finess – équipements sanitaires et sociaux, Adeli – professions libérales de la santé, etc.), avec une localisation fine des équipements dans les communes de plus de 10000 habitants et dans les communes dont l'Insee dispose d'une cartographie numérisée. Pour chaque équipement, sont collectés l'adresse et, si possible, un indicateur de capacité. Cette base associe plusieurs SSM (DEPP du ministère de l'éducation et DREES en particulier). Récemment ont été ajoutés dans la base les établissements d'enseignement agricole, les équipements sportifs et les tribunaux.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

Pourraient être intégrés dans la base, en 2012, les services postaux, les équipements culturels et, sous réserve de faisabilité, certains équipements de transports structurants.

## 3. Opérations répétitives

Chaque année, les données sur les équipements sont collectées auprès de leurs producteurs, vérifiées, et la base est mise à jour.

Avant d'introduire un équipement dans la base permanente, des tests seront réalisés pour apprécier la capacité à définir l'équipement et la qualité des sources administratives permettant d'obtenir l'information.

Des enquêtes sur la qualité de la base, sous la forme de vérifications sur le terrain, sont également menées de façon périodique, et leurs résultats sont publiés sur insee.fr. Elles sont réalisées par des agents de l'Insee à l'occasion de la préparation du recensement, par sondage.

| Opérations répétitives                                | Unité responsable   | Observations |
|---|---|--------------|
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>        |   |              |
| Mise à jour de la « Base permanente des équipements » | Pôle « Base permanente des équipements » de la DR Insee du Limousin |              |
| <b>Enquêtes</b>                                       |   |              |
| Enquêtes qualité                                      |   |              |

## 7. Diffusion des travaux.

Comme chaque année, la base sera diffusée, mise à jour, sur insee.fr.

### Liste des publications diffusées effectivement en 2010

| Titre(s) et lien(s)                                  | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date) | Date de la diffusion | Remarques   |
|--|---|--|----------------------|---|
| <a href="#">Base permanente des équipements 2009</a> | 2   | Base permanente des équipements 2009     | Juillet 2010         | Un fichier de données détail est également constitué, accessible à un public restreint. |

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Divisions « Organisation du Recensement et Relations Extérieures » et « Méthodes et Traitements des Recensements »**

## **1. Exposé de synthèse**

Depuis 2004 le recensement se déroule sous la forme d'enquêtes annuelles sur une partie du territoire, permettant d'établir des données détaillées chaque année sur la base des cinq dernières enquêtes. Ce nouveau processus est désormais entré en régime de croisière des nouvelles modalités de recensement. Les protocoles de collecte et de traitement sont désormais rôdés, les populations légales de chaque circonscription administrative sont publiées par décret à la fin de chaque année depuis 2008 et les résultats détaillés complets chaque année en juillet depuis 2009. Il reste toutefois à les adapter d'une année sur l'autre en particulier en 2011 pour les communes ayant franchi à la hausse le seuil des 10 000 habitants.

En 2011, pour la première fois depuis 2004, une enquête associée au recensement a été organisée (l'enquête complémentaire « famille et logements »).

## **2. Travaux nouveaux pour 2012**

En 2012, les enquêtes de recensement ne devraient pas connaître de changement par rapport à 2011.

En revanche un important programme de modernisation de la collecte, Homère, va faire l'objet de premiers tests. Homère permettra, dès la collecte 2014, à l'ensemble des ménages qui le souhaitent de répondre à l'enquête de recensement par internet.

Par ailleurs, suite aux travaux du groupe CNIS-CNERP sur l'évolution du questionnaire du recensement, des tests seront probablement menés dans la perspective de modifications pour l'enquête de 2014.

Comme tous les 5 ans, les territoires d'Outre Mer de Mayotte et de Polynésie Française feront l'objet d'un recensement exhaustif comme en 2007. L'Insee se conformera en cela à l'article 157 de la loi du 27 février 2002 qui prévoit que, dans ces territoires, le recensement est réalisé tous les cinq ans, le cas échéant en collaboration avec les instituts de statistique compétents.

## **3. Opérations répétitives**

Depuis 2004, les enquêtes de recensement ont lieu chaque année par sondage dans les communes de 10 000 habitants ou plus et sont conduites de manière telle que, en cinq ans, le territoire de chaque commune aura été entièrement pris en compte. Simultanément, chaque année, un cinquième des communes de moins de 10 000 habitants fait l'objet d'une enquête de recensement exhaustive, de sorte que, en cinq ans, toutes ces communes sont recensées.

Les protocoles de collecte du nouveau recensement ont été élaborés en tenant compte de la répartition des rôles entre l'Insee et les communes telle que le précise la loi : l'Insee organise et contrôle la collecte des informations, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) préparent et réalisent les enquêtes de recensement.

La commission nationale d'évaluation du recensement propose régulièrement les adaptations qui lui semblent nécessaires, suit les mises en œuvre de ces recommandations et se prononce sur les modifications aux textes réglementaires qui encadrent le recensement.

## 6 .Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| <b>Thèmes et opérations</b> | <b>Unité responsable</b> | <b>Suivi</b>  |
|-----------------------------|--------------------------|---|
| Collecte par Internet       | Insee, démographie       | Le projet devrait aboutir à des tests dans quelques communes en 2012. |
|                             |                          |   |

## 7. Diffusion des travaux

| <b>Titre(s) et lien(s)</b>                                    | <b>Type de diffusion selon la codification *</b> | <b>Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)</b>                                | <b>Date de la diffusion</b> | <b>Remarques</b>  |
|---|--|--|-----------------------------|---|
| <a href="#">« Populations légales »</a>                       | 2  | <a href="#">Populations</a> légales 2008 (enquêtes de recensement 2006 à 2010) | Décembre 2010               | Les chiffres de population de toutes les communes   |
| <a href="#">« Résultats du recensement de la population »</a> | 2  | Recensement 2007 (enquêtes de recensement 2005 à 2009)                         | Juillet 2010                | L'ensemble des résultats statistiques détaillés, aux niveaux communaux et infra communaux (fiches de chiffres-clés, tableaux détaillés, bases de données, fichiers détail anonymisés) |

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Cellule infrastructures géographiques**

## 1. Exposé de synthèse

La cellule Infrastructures géographiques est responsable de la gestion de l'information géographique à l'Insee : elle gère l'évolution des découpages communaux, les bases d'information géographique infracommunale, ainsi que les zonages statistiques élaborés par l'Insee.

Pour les besoins de la rénovation du recensement de la population, elle a mis en place dans les communes de 10 000 habitants ou plus un répertoire d'immeubles localisés (RIL), permettant d'associer à chaque construction à usage d'habitation ou d'activité une adresse et une localisation.

Depuis 2010, des Ril sont créés pour les communes qui franchissent à la hausse le seuil des 10 000 habitants : 18 en 2011, 22 en 2012,...

En 2011 a été achevé le nouveau zonage en unités urbaines, qui a actualisé celui de 1999.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

Le projet de refonte informatique et organisationnelle de la mise à jour annuelle des RIL de toutes les communes de plus de 10 000 habitants va se poursuivre et faire l'objet de premiers tests. Ce projet vise à améliorer et à homogénéiser la qualité du RIL par un réexamen de son protocole d'enrichissement et une modernisation de l'architecture informatique sous jacente. Il tiendra également compte des résultats de l'enquête auprès des responsables du RIL dans les communes réalisée sous l'égide de la CNERP au début de l'année 2011.

## 3. Opérations répétitives

Mise à jour annuelle du RIL, à partir de sources administratives et collaboration avec les communes.  
 Mise à jour du code officiel géographique.

## 7. Liste des publications 2010

Code Officiel Géographique, mise à jour 2010. Le Code Officiel Géographique est accessible sur le site Internet de l'Insee, à la rubrique « nomenclatures ».

| Titre(s) et lien(s)                             | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date) | Date de la diffusion | Remarques |
|---|---|--|----------------------|-----------|
| <a href="#">Code officiel géographique</a> 2010 | 2   |  | Avril 2010           |           |

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Unité des études démographiques et sociales**  
**Division enquêtes et études démographiques**

## 1. Exposé de synthèse

En 2012, la division « Enquêtes et Études démographiques » poursuivra ses travaux réguliers de comptabilité démographique (production des estimations de populations nationales, régionales et départementales, production des indicateurs démographiques nationaux). Elle continuera à participer à l'exploitation du recensement et de ses enquêtes annuelles, en lien avec ses productions statistiques habituelles.

Elle poursuivra également les projets non réguliers déjà engagés :

- refonte et extension de l'échantillon démographique permanent ;
- exploitation de l'enquête « Famille et logements » (réalisée en 2011) ;
- mise en cohérence de la diffusion des statistiques démographiques sur le site de l'Insee, notamment en ce qui concerne l'analyse des structures familiales.

Elle réalisera l'enquête sur la participation électorale aux élections présidentielles et législatives, sur le modèle de ce qui a été fait en 2007.

L'essentiel des travaux de la cellule statistiques et études sur l'immigration en 2012 porteront sur l'exploitation de l'enquête Ined-Insee Trajectoires et Origines (en lien avec l'Ined), sur la poursuite des projets de diffusion de données sur les immigrés en lien avec le département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) et sur les estimations des flux migratoires.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Sur le modèle de l'opération menée en 2007, la participation électorale aux élections présidentielles et législatives de 2012 sera étudiée par le biais d'une enquête. Cette enquête est faite par les agents de l'Insee, auprès des bureaux de vote, en relevant la participation sur les listes électorales.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Aucune opération nouvelle ou renouvelée n'est prévue

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Aucune opération nouvelle ou renouvelée n'est prévue.

## 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives  | Unité responsable                              | Observations  |
|---|--|---|
| <b>Enquêtes</b>   |  |   |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>  |  |   |
| Suivi de mortalité de différents échantillons de mortalité  | Division des enquêtes et études démographiques |   |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>  |  |   |
| Production des estimations de population nationale, régionale et départementale au 1er janvier (i.e. répartition par sexe, âge et situation matrimoniale au niveau national). | Division des enquêtes et études démographiques |   |
| Production des indicateurs démographiques nationaux   | Division des enquêtes et études démographiques |   |
| Estimation des stocks et flux migratoires   | Cellule statistique et études sur les immigrés | Dans le cadre du règlement européen sur les statistiques de migration |

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2012

##### 5.1. Aspects « Territoires »

Rien à signaler.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler.

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

Rien à signaler.

##### 5.4. Aspects « européens »

Règlement européen en cours d'élaboration sur la transmission des données démographiques

#### 6. Diffusion des travaux

Les données (estimations de population, indicateurs démographiques...) sont publiées sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) et/ou des ouvrages (Insee Références).

Les fichiers de production et de recherche sont diffusés via le Centre Quêtelet.

#### 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations                                       | Unité  | Prévision  | Observations | Suivi   |
|--|--|--|--------------|---|
| Refonte de l'échantillon démographique permanent | Division des enquêtes et études démographiques                 | Livraison d'une première base restructurée fin 2011                            |              | En cours  |
| Enquête Famille et Logements                     | Division des enquêtes et études démographiques                 | Enquête avec l'enquête annuelle de recensement de 2011                         |              | Collecte réalisée en 2011   |
| Nouvelles projections démographiques             | Division des enquêtes et études démographiques                 | Publication fin 2010   |              | Projections réalisées ; diffusion des résultats achevée   |
| Enquête sur le handicap et la santé              | Division des enquêtes et études démographiques (avec la DREES) | Diffusion du volet ménages en 2009.<br>Diffusion du volet institutions en 2010 |              | Diffusion des deux volets de l'enquête moins d'un an après la fin de la collecte. Diffusions complémentaires (2011) avec des enrichissements. |

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011

| Titre(s) et lien(s)   | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)                | Date de la diffusion | Remarques   |
|---|---|---|----------------------|---|
| La situation démographique en France en 2008 : <i>Insee résultats</i> , n°109 SOC ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd2008">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd2008</a> )   | 2   | Estimations de population, Statistiques de l'état civil | Juillet 2010         |   |
| Estimations définitives de population et des indicateurs démographiques de 1999 à 2006, <i>Insee résultats</i> , n°106 SOC ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd19992006">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd19992006</a> )  | 2   | Estimations de population, Statistiques de l'état civil | Février 2010         |   |
| Statistiques d'état civil - décès en 2009, <i>Insee résultats</i> , n°113 SOC ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20093">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20093</a> )   | 2   | Statistiques de l'état civil                            | Octobre 2010         |   |
| Statistiques d'état civil - mariages en 2009, <i>Insee résultats</i> , n°115 SOC. ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20092">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20092</a> )   | 2   | Statistiques de l'état civil                            | Novembre 2010        |   |
| Statistiques d'état civil - naissances en 2009, <i>Insee résultats</i> , n°110 SOC ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20091">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ir-sd20091</a> ).   |   | Statistiques de l'état civil                            | Juillet 2010         |   |
| « Construire une pyramide des âges pertinente pour le calcul des indicateurs démographiques à partir des enquêtes annuelles de recensement », Stéphane Jugnot, Marie Anguis et Catherine Beaumel, Document de travail n° F1003. ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;id=2956">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;id=2956</a> ) |   |   | Juin 2010            | Méthodologie  |
| « Bilan démographique 2009 - deux Pacs pour trois mariages », Anne Pla et Catherine Beaumel, Insee Première n°1276. ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=98&amp;ref_id=ip1276">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=98&amp;ref_id=ip1276</a> )   | 3   | Estimations de population, Statistiques de l'état civil | Janvier 2010         | Mise à jour simultanée des chiffres clés et données détaillées correspondantes sur insee.fr |

|   |        |  |  |   |
|---|--------|--|--|---|
| « Bilan démographique 2010 - la population française atteint 65 millions d'habitants »,<br>Anne Pla et Catherine Beaumel, Insee Première n°1332<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1332">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1332</a> )<br>Pyramide des âges animée<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=bilan-demo">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&amp;ref_id=bilan-demo</a> ) | 3      | Estimations de population, Statistiques de l'état civil                      | Janvier 2011   | Mise à jour simultanée des chiffres clés et données détaillées correspondantes sur insee.fr |
| « Un million de pacsés début 2010 », Emma Davie, Insee Première n°1336, février 2011.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1336">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1336</a> )  | 3      | Enquêtes Revenus fiscaux   | Février 2011   |   |
| « Fécondité et niveau d'études des femmes en France à partir des Enquêtes Annuelles de Recensement », Emma Davie et Magali Mazuy, Population Vol 65 n°3, Ined 2011.   | 4      | Enquêtes annuelles de recensement  | Janvier 2011   |   |
| Base d'étude de l'Échantillon Démographique Permanent 2009  | 1      | Échantillon Démographique Permanent (y. c. Enquêtes annuelle de recensement) | Décembre 2010  | Mise à disposition au Centre d'Accès Distant aux Données                                    |
| Fichier de Production et de Recherche de l'enquête Ined-Insee Trajectoires et Origines 2008   |        | Trajectoires et Origines 2008  | Mars 2010  | Mise à disposition du centre Maurice Halbwachs  |
| « Vivre en couple - la proportion de jeunes en couple se stabilise », Fabienne Daguet et Xavier Niel, Insee Première n° 1281.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1281">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1281</a> )  | 3 ou 4 | Recensements de la population  | Février 2010   |   |
| « Présentation de l'enquête « Vie quotidienne et santé » de 2007 », Loïc Midy, document de travail n° F2010/01<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;id=2769">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;id=2769</a> )   |        | Vie quotidienne et santé, 2007   | Janvier 2010   | Méthodologie  |
| « Les discriminations liées au handicap et à la santé », Gérard Bouvier et Xavier Niel, Insee Première n°1308.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1308">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1308</a> )   | 3 ou 4 | Handicap santé Ménage 2008   | Juillet 2010   |   |
| Fichier de production et de recherche Handicap Santé Ménage 2008  | 1      | Handicap santé Ménage 2008   | Octobre 2009 (1 <sup>ère</sup> version) ;<br>Avril 2010 (version enrichie) | Mise à disposition du centre Maurice Halbwachs  |

|  |        |  |                  |  |
|--|--------|--|------------------|--|
| Fichier de production et de recherche Handicap Santé Institution 2009  | 1      | Handicap santé<br>Institution 2009                               | Octobre 2010     | Mise à disposition du centre Maurice Halbwachs   |
| « Le volet Ménage de l'enquête handicap-santé : présentation, calcul des poids », Gérard Bouvier, Document de travail n°F1101<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1101">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1101</a> ).  |        | Handicap santé<br>Ménage 2008                                    | Février 2011     | Méthodologie   |
| « Le volet Institution de l'enquête handicap-santé : présentation, calcul des poids », Gérard Bouvier, Document de travail n°F1102<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1102">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1102</a> )  |        | Handicap santé<br>Institution 2009                               | Février 2011     | Méthodologie   |
| « Le nombre de décès augmente, l'espérance de vie aussi », Xavier Niel, Insee Première n°1318<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1318">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1318</a> )   | 3 ou 4 | Estimations de<br>population,<br>Statistiques de<br>l'état civil | Octobre 2010     |  |
| « 15 000 centenaires en 2010 en France, 200 000 en 2060 ? », Nathalie Blanpain, Insee Première n°1319.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1319">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1319</a> )  | 3 ou 4 | Estimations de<br>population,<br>Statistiques de<br>l'état civil | Octobre 2010     |  |
| « Projection de population à l'horizon 2060 : un tiers de la population âgé de plus de 60 ans », Nathalie Blanpain et Olivier Chardon, Insee Première n°1320<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1320">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1320</a> )  | 3      | Projections de<br>population                                     | Octobre 2010     |  |
| « Projections de population 2007-2060 pour la France métropolitaine Insee Résultats n°117 SOC<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=projpop0760">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=projpop0760</a> )   | 2      | Projections de<br>population                                     | Décembre<br>2010 |  |
| « Projection de population 2007-2060 pour la France métropolitaine : méthode et principaux résultats », Nathalie Blanpain et Olivier Chardon, Document de travail n° F1008.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1008">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1008</a> )   |        | Projections de<br>population                                     | Octobre 2010     | Méthodologie   |
| « Projection de population 2007-2060 : amélioration de la mesure des quotients de mortalité au-delà de 90 ans et projection du nombre de centenaires », Nathalie Blanpain et Olivier Chardon, Document de travail n° F1009.<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1009">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1009</a> ) |        | Projections de<br>population                                     | Novembre<br>2010 | Méthodologie   |
| « Être né en France d'un parent immigré », Catherine Borrel et Bertrand Lhommeau, Insee première n°1287<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1287">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=ip1287</a> )   |        | Trajectoires et<br>Origines 2008                                 | Mars 2010        | Les contributions au document de travail édité par l'Ined avec des exploitations de TeO ne sont pas reprises ici |

|   |   |   |                |   |
|---|---|---|----------------|---|
| Population immigrée, population étrangère en 2006, données détaillées ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&amp;ref_id=pop-immigree-pop-etrangere">http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&amp;ref_id=pop-immigree-pop-etrangere</a> ).<br>Les chiffres clés sur les immigrés et étrangers ont également été enrichis.   |   | Recensement   | Novembre 2010  | (avec le département des statistiques, des études et de la documentation et le département de l'action régionale) |
| Population immigrée - Population étrangère - Exploitation complémentaire du recensement de la population 1999 en France métropolitaine ( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=rp99pipe">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=rp99pipe</a> )  |   | Recensement 1999  | Février 2011   | Mise en ligne de données déjà publiées en décembre 2001 sur supports papier et cédérom                            |
| Estimation du nombre des individus pacsés en France métropolitaine, Emma Davie, document de travail n°1105<br><a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1105">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1105</a>   |   | Enquête Revenus fiscaux et sociaux                      | Mars 2011      |   |
| La situation démographique en France en 2009 ; <i>Insee résultats</i> , n°122 SOC<br><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=sd2009">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=sd2009</a>  | 2 | Estimations de population, Statistiques de l'état civil | Juin 2011      |   |
| Les facteurs explicatifs de la mortalité infantile en France et leur évolution récente. L'apport de l'échantillon démographique permanent. Xavier Niel, document de travail n°F1106<br><a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1106">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1106</a>  | 4 | Echantillon démographique permanent                     | Juin 2011      |   |
| Statistiques d'état civil - naissances en 2010, <i>Insee résultats</i> , n°123 SOC<br><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=sd20101">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=sd20101</a>   | 2 | Statistiques de l'état civil                            | Septembre 2011 |   |
| L'espérance de vie s'accroît, les inégalités sociales face à la mort demeurent ; Nathalie Blanpain, Insee Première n°1372<br><a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1372">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1372</a>  | 2 | Échantillon démographique permanent                     | Octobre 2011   |   |
| Les inégalités sociales face à la mort - Tables de mortalité par catégorie sociale et indices standardisés de mortalité pour quatre périodes (1976-1984, 1983-1991, 1991-1999, 2000-2008), Nathalie Blanpain et Olivier Chardon, document de travail n°F1108<br><a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1108">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&amp;ref_id=F1108</a> |   | Échantillon démographique permanent                     | Octobre 2011   |   |

## \* type de diffusion

- 1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*
- 2 - Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats "4 pages", *indicateurs, indices...*
- 4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources...
- 5 - Valorisation, communication *site Internet dédié, séminaire, conférence...*

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division des prix à la consommation**

## 1. Exposé de synthèse

L'accent est mis sur l'amélioration de la méthodologie de l'**indice des prix à la consommation** et sur une diffusion plus diversifiée et mieux adaptée à la demande. En 2012, les relevés de prix sur Internet vont se généraliser. D'autres développements sont également prévus, à titre expérimental, autour des données de caisse des enseignes de la grande distribution.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### *Projet exploitation des données issues des systèmes d'information de la grande distribution*

Depuis plusieurs années, les systèmes d'information des enseignes de la grande distribution collectent des données de caisse. En pratique, pour les produits à codebarres, la quantité de produits vendus dans la journée et le prix de vente unitaire sont enregistrés. Les produits concernés sont les produits industriels de l'alimentation et de l'hygiène-santé, soit environ 15% de la consommation des ménages. Plusieurs instituts nationaux de statistiques ont engagé des travaux en vue d'intégrer ces données. L'Insee a lancé en 2010 une étude de faisabilité de l'intégration des données de caisse dans l'indice des prix à la consommation. Un groupe de travail a été monté avec les enseignes de la grande distribution et des travaux de simulation ont été entrepris à partir de données de test sur trois années et 20 familles de produits. Les résultats de ces travaux sont encourageants et ont conduit l'Insee, au printemps 2011, à lancer une phase expérimentale de trois ans dont l'objectif est de simuler en vraie grandeur le calcul de l'indice des prix dans le champ des données de caisse. Le projet aura à traiter des questions techniques liées au calcul et à la collecte informatique des observations. Il devra également mener une réflexion sur l'impact organisationnel de ce nouveau type de collecte et sur le cadre juridique dans lequel s'inscrirait la collecte des données de caisse par l'Insee. Dans cette phase, les données seront collectées auprès des enseignes sur la base du volontariat, dans le cadre d'une enquête de la statistique publique, l'usage des données étant strictement restreint aux travaux liés aux indices de prix à la consommation.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

#### 2.3.1) *Mise en place d'un indice expérimental sur les dépenses des propriétaires occupants*

Les achats immobiliers étant considérés comme des dépenses d'investissement des ménages et non comme des dépenses de consommation, ils ne figurent pas dans les indices de prix à la consommation. Néanmoins, leur poids dans les dépenses est important de sorte qu'Eurostat a lancé, en 2010, un projet pilote destiné à mettre au point une série d'indices de prix européens relatifs aux dépenses de logement des propriétaires occupants, ainsi qu'un indice des prix des transactions immobilières. La France a participé à ces travaux qui déboucheront, courant 2012, sur une production à un rythme trimestriel. Ils compléteront l'information sur les prix dans un champ important de la dépense.

#### 2.3.2) *Intégration d'Internet comme nouvelle forme de vente de l'IPC*

Les quelques sources disponibles sur le sujet montrent un développement important de la consommation réalisée par les ménages sur internet. Une part importante des biens achetés dans des points de vente physiques peut aussi l'être sur Internet, à des prix souvent différents. Des relevés de prix sont déjà réalisés sur Internet dans certains secteurs donnant lieu à des relevés centralisés (assurance, téléphonie,...). En 2012, d'autres biens seront relevés dans des magasins et sur Internet, conférant à ce média un statut de forme de vente au sens de l'IPC.

#### 2.3.3) *Amélioration de la qualité de l'IPC*

- L'animation et la formation du réseau régional (collecte et production) seront poursuivies en liaison avec la Division "Coordination des activités d'enquête et des méthodes de collecte".

- La méthodologie de l'IPC sera améliorée sur divers points :

\* développement des méthodes hédoniques pour le traitement des effets qualité lors des remplacements, en particulier dans les biens durables et, de manière plus générale, amélioration des méthodes de prise en compte de la qualité lors des remplacements de produit.

\* rénovations ou améliorations méthodologiques sur certains indices tarifaires (de manière générale sur les produits à évolution rapide et tarification complexe).

### 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives                              | Unité responsable | Suivi<br>(ne rien inscrire) | Observations |
|---|-------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>Enquêtes</b>                                     |                   |                             |              |
| Collecte des prix                                   | INSEE-DSDS        |                             |              |
| Enquête auprès des opérateurs de télécommunications | INSEE-DSDS        |                             |              |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>      |                   |                             |              |
|   |                   |                             |              |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>                    |                   |                             |              |
| Production des indices de prix (IPC, IPCH, IGPD...) | INSEE-DSDS        |                             |              |
|   |                   |                             |              |
|   |                   |                             |              |

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Aucune évolution particulière n'est envisagée.

### 5. Aspects particuliers du programme 2012

#### 5.1. Aspects « territoires »

Rien à signaler.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Rien à signaler.

#### 5.4. Aspects « européens »

Le processus d'harmonisation européenne des indices de prix se poursuivra en 2012.

### 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations                          | Unité      | Prévision | Observations          | Suivi        |
|-------------------------------------|------------|-----------|-----------------------|--------------|
| Indice des propriétaires occupants  | INSEE-DSDS |           |                       | En cours     |
| Exploitation des données de caisses | INSEE-DSDS |           |                       | En cours     |
| Remplacement des outils de collecte | INSEE-DSDS |           |                       | Non commencé |
| Rénovation des indices des          | INSEE-DSDS |           | Travaux préliminaires | En cours     |

|   |            |                          |                                     |              |
|---|------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------|
| produits frais                                  |            |                          | en cours                            |              |
| Amélioration des traitements des effets qualité | INSEE-DSDS |                          |                                     | En cours     |
| Comparaisons spatiales de prix                  | INSEE-DSDS | Publication à l'été 2010 | Enquête réalisée en mars 2010       | achevé       |
| Intégration de Mayotte dans l'IPC               | INSEE-DSDS |                          | Mission d'évaluation prévue en 2011 | Non commencé |

## 7. Diffusion des travaux

L'indice des prix continuera à être élaboré et diffusé mensuellement.

Cette diffusion passe par deux informations rapides (indice des prix à la consommation et indice des prix dans la grande distribution) et par Internet où l'on trouve toute la gamme des indices produits : indices de référence détaillés, indices CVS, inflation sous-jacente, IPCH de la France et de ses partenaires.

Seront également mises à jour les données servant au simulateur d'indice des prix personnalisé (mise à jour mensuelle) et les études sur les indices des prix par catégories de ménages (mise à jour annuelle).

Par ailleurs, la BDM est actualisée le jour de la publication des indices.

### Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2010

- Une publication mensuelle « Informations Rapides » diffusant l'indice des prix à la consommation.
- Une publication mensuelle « Informations Rapides » diffusant l'indice des prix dans la grande distribution.
- « Prix à la consommation – moyennes annuelles 2010 », Informations Rapides n°15, 20 janvier 2011.
- Insee- Première N° 1304 de juillet 2010 : « Comparaison de prix entre les DOM et la métropole »
- Insee-première N°1355 de juin 2011 : « En 2010, la hausse du prix du pétrole amplifie l'inflation »

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division conditions de vie des ménages**

## 1. Exposé de synthèse

Le programme 2012 de la division confirme les opérations prévues précédemment et annoncées dans sa contribution au moyen terme 2009-2013 mais, comme les programmes des années précédentes, il est également marqué par la mise en œuvre des recommandations du rapport Stiglitz-Sen et plus largement par le moyen terme de l'Insee.

Cinq enquêtes seront collectées :

- l'enquête annuelle "Technologies de l'information et de la communication 2012". La collecte aura lieu en avril et mai. L'enquête répond au règlement européen relatif aux statistiques sur la société de l'information (2004/808). La collecte multi-mode (téléphone, Internet et papier), mise en œuvre depuis 2010, sera reconduite en 2012.
- l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, enquête faisant partie du système européen des enquêtes de conjoncture.
- l'enquête de victimation "Cadre de vie et sécurité". Réalisée en collaboration avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP), elle sera collectée de janvier à mi-avril.
- le questionnaire auto-administré sur la qualité de la vie, qui a été adossé au panel SRCV depuis 2010 à la suite des recommandations du rapport Stiglitz-Sen.
- l'enquête auprès des usagers de services d'hébergement ou de distribution de repas (dite enquête « Sans-Domicile 2012 »), qui prolonge l'opération réalisée en 2001. L'enquête Sans-Domicile 2012 s'inscrit dans le souci de contribuer à la mise sur pied d'un système cohérent et efficace de mesure des situations de mal-logement ou d'exclusion du logement, qui est un des objectifs du moyen terme 2009-2013.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

La préparation de l'enquête Sans-Domicile 2012 a commencé en 2010 et se déroule en plusieurs étapes, selon une méthodologie particulière liée à l'absence de base de sondage :

- tirage en 2010 d'un échantillon d'agglomérations (80 de plus de 20 000 habitants, 80 de moins de 20 000 habitants) proportionnellement à la taille de l'agglomération et à sa capacité d'hébergement (en urgence, stabilisation et insertion) ;
- recensement de toutes les structures d'aide aux sans-domicile (à partir de sources administratives essentiellement) dans ces agglomérations ;
- enquête téléphonique auprès des structures d'aide aux sans-domicile (1<sup>er</sup> trimestre 2011). Elle est exhaustive dans le sens où elle couvre toutes les structures d'aide aux sans-domicile dans ces agglomérations. Elle permettra de recueillir les informations pour préparer la base de sondage pour l'enquête terrain Sans-Domicile 2012, en définissant les types de service fournis par chaque structure (chaque structure pouvant fournir plusieurs types de services) et le nombre moyen de personnes fréquentant chaque service, information nécessaire pour réaliser ensuite le tirage des services. On recueillera également des informations pratiques pour préparer le déroulement de la collecte (informations sur les jours et heures d'ouverture, existence ou non de listes permettant de réaliser un tirage parmi les usagers etc.) ;

- tirage d'un échantillon de services (4<sup>ème</sup> trimestre 2011) ;
- enquête auprès d'un échantillon d'usagers des services tirés (janvier-février 2012). Cette étape suppose, au sein de chaque service enquêté, le tirage d'un échantillon d'usagers selon une méthodologie adaptée au fonctionnement du service (notamment en fonction de l'existence ou non de liste d'usagers permettant de réaliser un tirage).

L'enquête par sondage sera complétée par des entretiens qualitatifs auprès de personnes fréquentant les distributions de repas mais disposant d'un logement : une part importante de ces personnes ayant connu la rue, ces entretiens permettront d'étudier les parcours individuels qui leur ont permis de retrouver un logement.

## 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

Pas de remarque

## 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Pas de remarque

## 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives  | Unité responsable | Observations                             |
|---|-------------------|--|
| <b>Enquêtes</b>   |                   |  |
| Cadre de vie et sécurité                                      | CDV               | Annuelle - janvier à avril - prioritaire |
| Technologies de l'information et de la communication          | CDV               | Annuelle - avril/mai prioritaire         |
| Conjoncture auprès des ménages mensuelle                      | CDV               | Mensuelle prioritaire                    |
| Questionnaire auto-administré sur le bien-être, adossé à SRCV | CDV               | Annuelle - prioritaire                   |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>                |                   |  |
|   |                   |  |
|   |                   |  |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>                              |                   |  |
|   |                   |  |

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

## 5. Aspects particuliers du programme 2012

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Comme les années précédentes, l'enquête Technologies de l'information et de la communication sera collectée aux Antilles, en Guyane et à la Réunion, sans extension. Il n'est en revanche pas prévu d'extension locale en métropole pour les enquêtes de la division.

### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet.

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

Sans objet.

### 5.4. Aspects « européens »

La division réalise une enquête sous règlement, celle relative aux Technologies de l'information et de la communication, et une autre dans le cadre d'un appel d'offre de la Commission (direction générale des affaires économiques et financières), l'enquête de conjoncture auprès des ménages mensuelle.

Un règlement européen est par ailleurs en cours de préparation pour une enquête de victimation en 2013. La division Conditions de vie des ménages participe, avec l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), à la Task Force préparant cette enquête. Le règlement n'est pas encore voté à ce jour, mais il devrait permettre que l'enquête Cadre de vie et sécurité soit utilisée pour fournir les informations demandées dans ce règlement.

## 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Les enquêtes prévues par le programme moyen terme de 2008 restent programmées sans changement notable, notamment de calendrier.

| Opérations   | Unité | Prévision                                | Observations  | Suivi   |
|--|-------|--|---|---|
| Budget de famille  | CDV   | Début :<br>octobre 2010                  | Réduction à deux<br>visites   | La collecte s'est<br>déroulée selon le<br>calendrier prévu<br>(sauf un décalage<br>de 2 mois à<br>Mayotte). |
| Cadre de vie et<br>sécurité                                | CDV   | janvier - mars                           | Enquête annuelle  | Depuis 2010,<br>collecte étendue de<br>janvier à avril  |
| Technologies de<br>l'information et de la<br>communication | CDV   | avril-mai                                | Enquête annuelle,<br>pour partie par<br>téléphone, et pour<br>partie par Internet et<br>papier. |   |
| Emploi du temps -<br>décision dans le<br>couple            | CDV   | septembre<br>2009 -<br>septembre<br>2010 |   | La collecte s'est<br>déroulée selon le<br>calendrier prévu.   |
| Share  | CDV   | 2011                                     | 4 <sup>ème</sup> vague du panel   | La collecte s'est<br>déroulée selon le<br>calendrier prévu.   |
| Sans domicile 2012   | CDV   | Janvier-février<br>2012                  |   |   |
| CAMME  | CDV   | janvier à<br>décembre                    | mensuelle   |   |

## 7. Diffusion des travaux

Il n'est pas prévu de modification dans la politique de diffusion de la division ainsi que dans les supports utilisés. Les enquêtes réalisées donneront lieu à un fichier de production et de recherche mis à disposition des chercheurs par l'intermédiaire du Centre Quételet. Les travaux de la division seront publiés sous les formes usuelles (Insee-Première, Insee-Résultats, France Portrait Social, mise en ligne sur insee.fr, articles dans des revues scientifiques).

Les premiers résultats de l'enquête Budget de famille devraient notamment être publiés fin 2012.

Publications 2009-2010 : voir annexe.

**Annexe :**  
**liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010**

**2009**

- J. Accardo et F. Bugeja, « Le poids des dépenses de logement depuis vingt ans », in *Insee-référence Cinquante ans de consommation en France 2009*
- J. Accardo et T. de Saint Pol, « Qu'est-ce qu'être pauvre aujourd'hui en Europe ? L'analyse du consensus sur les privations », *Économie et Statistique* n°421.
- P. Godefroy, "L'approche de la pauvreté en condition de vie, complément de l'approche monétaire", in *Insee-référence Revenus et patrimoine 2009*.
- P. Godefroy et A. Laferrère (2009) « Les logements des Européens de 50 ans et plus », *Insee Première* 1238
- N. Sirven et P. Godefroy (2009) « Le temps de la retraite est-il improductif ? » in *Retraites & Société* n°57
- T. de Saint Pol, L. Lesnard (2009), « Organisation du travail dans la semaine des individus et des couples actifs : le poids des déterminants économiques et sociaux », *Économie et Statistique*, n° 414, pp.53-74.
- T. de Saint Pol (2009), « L'Indice de masse corporelle (IMC) ne doit pas s'utiliser sans limites », *Lettre du Crest*, n°74, mars.
- T. de Saint Pol (2009), « Évolution of obesity and change in social inequalities in France », *Document de travail du Crest*.
- T. de Saint Pol, F. Marical (2009), « Le recul du livre et de la presse dans le budget des ménages », *Insee Première*, n°1253.
- S. Ponthieux (2009), « Les travailleurs pauvres comme catégorie statistique - Difficultés méthodologiques et exploration d'une notion de pauvreté en revenu d'activité », *Document de travail Insee-Dsds*, n°F0902.
- S. Ponthieux (2009), « Dépendance économique et pauvreté des femmes », in *La société face à la pauvreté des femmes : comparaison France-Japon à l'heure de la crise mondiale*, Institut des Sciences Sociales de l'Université de Tokyo, Collection Recherche.
- S. Ponthieux (2009), « La pauvreté des familles : comparaisons européennes », *Politiques Sociales et Familiales* n°98.
- C. Michel, M. Theulière, N. Missègue, « Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole », *Insee Première*, n°1279.

Publications rattachées à la division

- M. Marpsat, P. Pichon, 2009, « La genèse de la recherche en France : composer avec le mouvement associatif, observer et analyser des situations vécues et des rapports sociaux, caractériser et compter », in Pascale PICHON (dir.), Bernard Francq, Jean-Marie Firdion, Maryse Marpsat, Shirley Roy, Marc-Henry Soulet, *SDF, sans-abri, itinérant. Oser la comparaison*, Presses de l'Université de Louvain.
- M. Marpsat., 2009, « Combiner les méthodes et les points de vue. De l'enquête statistique au journal intime d'Albert Vanderburg », in Pascale PICHON (dir.), Bernard Francq, Jean-Marie Firdion, Maryse Marpsat, Shirley Roy, Marc-Henry Soulet, *SDF, sans-abri, itinérant. Oser la comparaison*, Presses de l'Université de Louvain.

Articles

- M. Marpsat, 2009, « Dénombrer les personnes sans domicile aux États-Unis », *Courrier des Statistiques*, n°126, janvier-avril, 39-48.
- M. Marpsat, 2009, « Les définitions des sans-domicile en Europe : convergences et divergences », *Courrier des Statistiques*, n°126, janvier-avril, 49-58.
- M. Marpsat, 2009, « Poverty Research in France », *Journal of Poverty*, vol2, mai, 124-135 (en japonais).
- M. Marpsat, G. de Peretti, 2009, « Une personne sur vingt s'est retrouvée sans logement personnel au cours de sa vie », INSEE, *INSEE-Première*, n°1225, février.

Document de travail

- M. Marpsat (dir.), 2009, *Les situations marginales par rapport au logement : méthodes et sources statistiques publiques. Rapport du groupe SML*, Insee, Document de travail n° F0903.

dans le cadre de la collaboration avec l'INED :

- V. Laflamme, M. Marpsat, et M. Quaglia, 2009, *L'hôtel : un hébergement d'urgence devenu durable. Étude comparée des trajectoires des personnes logées dans les hôtels bon marché*, Paris-Lille, Paris, Ined, document de travail.
- M. Marpsat, avec D. Orienti, *Special issue on The Homeless*, document de travail à partir de la version anglaise du numéro spécial d'Économie et Statistique sur les sans-domicile.

## 2010

- L. Calvet, F. Marical, S. Merceron, M. Theulière « Étalement urbain et facture énergétique des ménages », in France portrait social, novembre 2010.
- M. Clément, P. Godefroy "La pauvreté en conditions de vie a touché plus d'une personne sur cinq entre 2004 et 2007", in *France Portrait social* Édition 2010.
- P. Godefroy, N. Missègue, J. Pujol, M. Tomasini, "Inégalités de niveaux de vie et pauvreté", in Insee-Référence *Les revenus et le patrimoine des ménages 2010*.
- P. Godefroy, S. Ponthieux, "Pauvreté en conditions de vie en France et privations matérielles dans les pays de l'Union européenne", in *Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, édition 2009-2010.
- P. Godefroy, Ch. Garrouste, A. Laferrère, "Validation des données françaises de l'enquête SHARE à l'aide de données externes d'autres enquêtes : les exemples de la santé et du revenu", in *Le courrier des statistiques* -129- juin 2010.
- P. Godefroy, Ch. Garrouste, A. Laferrère, "Validating SHARE in France with other French surveys: health and income data", Document de travail de la DSDS n° F1007.
- P. Godefroy, "Une mesure de la qualité de la vie", in *France Portrait social* Édition 2010.
- F. Luczak, F. Nabli, « Vie associative : 16 millions d'adhérents en 2008 », *Insee Première* n°1327, décembre 2010.
- S. Merceron, M. Theulière « Les dépenses d'énergie des ménages depuis 20 ans : une part en moyenne stable dans le budget, des inégalités accrues », *Insee Première* n°1315, octobre 2010.
- D. Meurs, A. Pailhé, S. Ponthieux, « Child-related career interruptions and the gender wage gap in France », *Annales d'économie et de statistiques*, n°99-100 (à paraître, décembre 2010).
- D. Meurs, A. Pailhé, S. Ponthieux, « Enfants, interruptions d'activité des femmes et écart de salaire entre les sexes », *Revue de l'Ofce* n°114, juillet 2010.
- C. Michel, M. Theulière, N. Missègue « Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole », *Insee Première* n°1279, février 2010.
- S. Ponthieux, « Assessing and analysing in-work poverty risk », in Atkinson and Marlier (eds), *Income and living conditions in Europe*, Luxembourg: EU Publications Office (à paraître, décembre 2010).
- S. Ponthieux, « An analysis of in-work poverty risk in the EU », *Eurostat methodologies and working papers*, Eurostat, Luxembourg, novembre 2010.
- S. Ponthieux, « Low-wage work in... », compte-rendu de lecture, *Économies et Sociétés*, Série « Socio-Économie du Travail », AB, n°32, 7/2010.

## Publications rattachées à la division

### *Ouvrage, direction d'ouvrage*

2010 : *Methodological Innovations online*, numéro spécial bilingue (français et anglais) sur les enquêtes auprès des populations difficiles à joindre (avec Nicolas Razafindratsima), <http://www.methodologicalinnovations.org>, vol.5, n°2.

### *Chapitres d'ouvrages*

MARPSAT Maryse, 2010, « Internet : un terrain d'enquête comme les autres ? Recherche sur le journal en ligne d'Albert Vanderburg, cybernauta et sans-domicile à Honolulu », in Patrick Bruneteaux, Daniel Terrolle (dir), *Zones frontières, dire l'impossible sur la pauvreté*, Actes du séminaire CRPS/LAU, Éditions du Croquant, collection Terra, septembre.

MARPSAT Maryse, RAZAFINDRATSIMA Nicolas, 2010a, « Les méthodes d'enquêtes auprès des populations difficiles à joindre : introduction au numéro spécial », in Marpsat Maryse, Razafindratsima Nicolas (dir.), *Methodological Innovations online*, numéro spécial bilingue (français et anglais) sur les

enquêtes auprès des populations difficiles à joindre, <http://www.methodologicalinnovations.org>, version française, vol.5, n°2, 3-16.

MARPSAT Maryse, RAZAFINDRATSIMA Nicolas, 2010b, « Survey methods for hard-to-reach populations: introduction to the special issue », in Marpsat Maryse, Razafindratsima Nicolas (dir.), *Methodological Innovations online*, special bilingual issue (French and English) on surveys on hard-to-reach populations, <http://www.methodologicalinnovations.org>, vol.5, n°2, English version, 3-16.

MARPSAT Maryse, QUAGLIA Martine, 2010, « EMSA2009 : une enquête auprès des personnes fréquentant les services d'aide (hors hébergement) de la ville de Toulouse », *Travaux de l'ONPES 2009-2010*, pp. 561-582.

#### *Articles*

MARPSAT Maryse, 2010, « Écrire la rue : de la survie physique à la résistance au stigmat », *Sociologie*, n°1, mars, 95-120.

#### *Documents de travail*

BRIANT Pierrette, DONZEAU Nathalie, MARPSAT Maryse, PIRUS Claudine et ROUGERIE Catherine, 2010, *Le dispositif statistique de l'INSEE dans le domaine du logement - État des lieux et évaluation comparée des sources*, INSEE, document de travail F2010/02, avril.

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division logement**

## 1. Exposé de synthèse

La prochaine enquête Logement est programmée pour 2013. Tout en préservant la comparabilité avec les enquêtes précédentes, elle devra permettre d'enrichir la connaissance des situations marginales de logement et des diverses formes de privation de confort. La qualité thermique des habitations devrait être évaluée via un volet complémentaire piloté par le SOeS.

La qualité de la connaissance de l'évolution conjoncturelle des loyers sera améliorée par la collecte d'une partie des données auprès d'un échantillon de bailleurs sociaux. La collecte démarrera en juillet 2011 et permettra d'obtenir de premiers résultats à partir de 2012.

L'enquête Loyers et Charges auprès des ménages, réalisée en Guadeloupe à partir de fin 2010, donnera ses premiers résultats en 2012 et pourrait être progressivement étendue aux autres DOM à partir de 2013.

Concernant les prix des logements anciens, des indices en nouvelle base seront publiés en 2011. Dans la continuité du rapport Vorms, le Conseil scientifique des indices Notaires-Insee accompagnera également les expériences menées par le Notariat d'exploitation des avant-contrats ainsi que le renforcement de l'exhaustivité des bases notariales, dont l'alimentation devrait être rendue obligatoire par la prochaine loi de modernisation de professions juridiques.

La division a participé aux travaux du groupe de travail du Cnis sur le thème du mal-logement qui a remis son rapport en juin 2011. Des travaux seront menés pour faire suite aux préconisations contenues dans le rapport.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### 2.1.1. Enquête Logement 2013

La prochaine enquête logement est programmée pour 2013. Le tour de table pour rassembler des financements a commencé. Des réunions bilatérales et plénières ont été organisées pour la constitution du nouveau questionnaire au premier semestre 2011. Un premier test a eu lieu en juillet-août 2011 et le dépôt d'un dossier au comité du label est prévu début 2012.

Tout en préservant la comparabilité avec les enquêtes précédentes, le questionnaire devra permettre d'enrichir la connaissance des diverses formes de privation de confort ainsi que de l'hébergement contraint chez un tiers. L'analyse des situations marginales de logement rend nécessaire également une bonne représentation de catégories peu nombreuses, comme les personnes résidant en hôtel ou dans des habitations de fortune. La réflexion sur le protocole de l'enquête est en cours.

Une enquête pilote pourrait être menée en 2012, en collaboration avec l'Onpes, l'Ined et le Puca, sur les abris de fortune. Ces logements et populations concernés peuvent difficilement être enquêtés dans le cadre d'une enquête « classique » en raison de l'adaptation nécessaire du questionnaire mais aussi des bases de sondage disponibles.

La qualité thermique des habitations devrait faire l'objet d'une enquête complémentaire menée par des enquêteurs spécialisés, auprès d'un sous-échantillon de 5 000 ménages, et pilotée par le SOeS.

### 2.1.2. Enquête Loyers & Charges

L'enquête Loyers et Charges a été étendue à la Guadeloupe en 2010. De premiers résultats seront disponibles fin 2011. L'extension aux autres DOM sera étudiée pour 2014, avec la perspective de résultats en 2015.

Pour le secteur social, le projet d'une nouvelle enquête auprès d'un échantillon de bailleurs sociaux en remplacement de l'enquête auprès des ménages se poursuit. La phase d'initialisation de l'enquête (échantillonnage, recueil des données sur les bailleurs interrogés) ayant eu lieu de novembre 2010 à avril 2011, une première phase de collecte a eu lieu en juillet. Des premiers résultats sont attendus pour mi-2012.

Le bilan de ces travaux pourra être tiré dans un document méthodologique (collection Insee Méthode) en 2012.

Le questionnaire et les traitements informatiques de l'enquête Loyers et Charges seront modifiés en 2012 pour préparer l'abandon du champ social qui interviendra en 2013.

### 2.1.3 Travaux sur le mal-logement

Un groupe de travail du Cnis a réfléchi de juillet 2010 à juin 2011 sur le thème du mal-logement. Des travaux de confrontation de sources ont démarrés, notamment entre Filocom, fichier issu de l'appariement de données fiscales réalisé par la DGFIP pour le compte du SOeS et le recensement de la population, en collaboration avec le SOeS. L'objectif est de mettre à disposition de façon régulière des données détaillées à un niveau géographique fin. Ces données pourraient porter sur le peuplement des logements, sur leur confort et sur la vacance.

Le groupe de travail a émis un certain nombre de préconisations dans son rapport. Celles-ci portent sur l'uniformisation des concepts et des nomenclatures du mal-logement et la mise à disposition des sources ; elles proposeront également la mise en place d'un groupe de travail avec l'Anah pour la conception d'un indice de qualité des logements ainsi que la réalisation d'enquêtes qualitatives pour éclairer les domaines où l'information statistique est insuffisante ; ces dernières pourraient faire l'objet de travaux pilotes en collaboration avec l'Ined, et de projets de recherches coordonnés par l'Onpes ou le Puca.

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012**

Dans le cadre du projet Corail, la division a utilisé les fichiers fiscaux de la taxe d'habitation pour valider le tirage des logements des bailleurs sociaux. Elle pourra établir un bilan de cette utilisation mi-2011. Son expérience dans ce domaine pourra être mobilisée pour les travaux de conception du futur répertoire des logements.

## **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012**

### 2.3.1 Estimation annuelle du parc des logements

La division Logement procède chaque année à une estimation du parc de logements et de ses différentes déclinaisons (zone géographique, type d'habitat etc. ...). Cette estimation est utilisée notamment par les Comptes du logement et la Comptabilité nationale. Depuis deux ans, la méthodologie a été modifiée pour tenir compte des résultats du nouveau recensement de la population.

Un groupe de travail, auquel participent différentes unités de l'Insee et du SOeS, mène depuis l'été 2010 des travaux de comparaison entre les différentes sources disponibles pour l'estimation (recensement de la population, Filocom, Sitadel). Il a établi un calendrier pour les estimations menées début 2011 et pour des comparaisons des sources au niveau géographique fin. Son expérience pourra être mobilisée pour les travaux de conception du futur répertoire des logements.

### 2.3.2 Indices de prix des logements

Des indices en nouvelle base seront diffusés à partir du deuxième semestre de 2011. La division Logement apportera son appui aux notaires dans la mise en place d'indices mensuels corrigés des variations saisonnières, accompagnera leur projet d'exploitation des avant-contrats comme indicateur avancé des transactions réalisées et relancera l'expertise des travaux menés pour le compte d'Eurostat par la division des Prix à la consommation, sur un indice de prix des logements neufs.

La méthodologie des indices est décrite en détail dans un numéro de la série Insee-Méthode, dont une mise à jour sera disponible en 2012.

L'enrichissement des bases notariales qui découlera de l'inscription dans la loi de l'obligation pour les notaires d'alimenter ces bases (dans la continuité des préconisations du rapport Vorms), devrait permettre un développement à terme d'indices régionaux.

Une procédure pilote menée en 2011 par l'Inspection générale de l'Insee a conduit à la de labellisation des indices d'Île-de-France. Cette opération fait suite également aux préconisations du rapport Vorms.

### 3. Opérations répétitives

| Thèmes et opérations                                  | Unité responsable  | Observations   |
|---|--|--|
| Enquête Loyers et charges                             | Division logement  | Le tirage de l'enquête se fait dans le nouveau recensement depuis mai 2009. Extension progressive de l'enquête aux DOM à partir de 2012 (premiers résultats : Guadeloupe en 2012, autres DOM en 2014). |
| Études, mise à disposition de tableaux de résultats   | Division logement  | Publications à partir de données issues de l'enquête Logement de 2006, du recensement de la population et de SRCV. Études et tableaux mis progressivement en ligne sur insee.fr.                       |
| Indices Notaires-Insee                                | Division logement/Notaires/Conseil scientifique des indices Notaires-Insee | Surveillance et validation du calcul des indices trimestriels Notaires-Insee des prix de l'immobilier, effectué par les notaires.  |
| Bilan annuel Logement et compte satellite du logement | Division logement  | Estimation du parc de logements et de son évolution annuelle.  |

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La division n'a pas d'enquêtes auprès des entreprises en l'état actuel de son dispositif d'observation. Le projet de collecte de loyers auprès des bailleurs sociaux en constitue une. Ce projet vise à améliorer la qualité du recueil des loyers en interrogeant le bailleur plutôt que le ménage.

Environ 100 bailleurs sociaux sur un millier seront interrogés pour une trentaine de leurs logements chacun. Les tests réalisés pour préparer l'enquête ont permis de s'appuyer sur les systèmes d'information des bailleurs, dans la perspective de réduire au strict minimum leur charge de collecte.

### 5. Aspects particuliers du programme 2012

#### 5.1. Aspects régionaux et locaux

Plusieurs directions régionales ont demandé à bénéficier d'une extension régionale (échantillonnage représentatif au niveau régional) de l'enquête Logement. La liste définitive n'est pas encore arrêtée mais les directions potentiellement intéressées sont : Île de France, Nord-Pas de Calais, Pays de Loire, Poitou-Charentes et les DOM.

Ces extensions doivent cependant répondre à une demande de nos partenaires régionaux et faire l'objet d'un financement complémentaire. Leur mise en œuvre effective sera décidée en 2011 par le Comité de pilotage de l'action régionale (Copar).

Dans le cadre du suivi des préconisations du groupe de travail sur le mal-logement de 2010-2011, la division a entamé avec le SOeS (service statistique du ministère de l'écologie) des travaux de comparaison entre Filocom et le recensement de la population sur les indicateurs de peuplement, le confort des logements et la vacance. Ces travaux seront poursuivis en 2012. Par ailleurs, des progrès seront recherchés dans l'articulation des travaux menés par les échelons régionaux de l'Insee et ceux du ministère de l'équipement sur le thème du mal-logement.

#### 5.2. Aspects environnement et développement durable

Le questionnaire de l'enquête Logement 2013 comprendra comme les enquêtes précédentes un questionnement sur les dépenses d'énergie dans l'habitat des résidences principales.

Un module d'interrogation complémentaire d'évaluation de la qualité thermique du logement par des experts du bâtiment sera mené en complément de l'enquête Logement de 2013, sous maîtrise d'ouvrage du SOeS.

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques »

La division mène en continu des travaux d'étude des situations marginales de logement, notamment, depuis 2009, dans le cadre des préconisations énoncées par un groupe de travail mené par Maryse Marpsat sur les situations marginales de logement puis de celles du groupe de travail sur le mal-logement qui a rendu son rapport en juin 2011.

Ils consistent à mettre à disposition de façon articulée et en collaboration avec le SOeS les résultats de différentes sources : recensement de la population, SRCV, enquête Logement, Filocom.

### 5.4. Aspects européens

Le projet de mesure des consommations d'énergie et d'évaluation de la qualité thermique des logements envisagée avec le SOeS s'appuie sur les expériences de pays européens.

La division mènera en 2012 des travaux d'étude à partir de modules nationaux de SRCV (dispositif européen de suivi des ressources et des conditions de vie des ménages), à publier sous double timbre avec le SOeS.

## 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen-terme 2009-2013

| Opérations   | Unité  | Prévision                              | Observations   | Suivi                          |
|--|--|--|--|--------------------------------|
| Expertise du dispositif d'observation de l'Insee sur le logement | Division logement / Ined   | Remise d'un rapport en mars 2010       | Le rapport contient un bilan du dispositif d'observation existant et des propositions sur les contours du dispositif vers lequel il serait souhaitable de s'orienter | Terminé                        |
| Mise à disposition de l'enquête Logement 2006                    | Division logement  |  | Tableaux sur insee.fr et études  | Finalisation prévue en 2011    |
| Préparation de l'enquête Logement 2013                           | Division logement  | Courant 2013                           |  | Commencé depuis janvier 2010   |
| Enquête Loyers et Charges auprès des ménages                     | Division logement  |  | Enquête trimestrielle  | Opération répétitive           |
| Enquête Loyers et Charges auprès des bailleurs sociaux           | Division logement  | Pré-enquête en 2011, résultats en 2012 | Reconversion de l'enquête Loyers et Charges auprès des ménages en une enquête auprès des bailleurs dans le secteur social.   | Commencé depuis septembre 2008 |
| Indice des loyers  | Division logement  |  | Publication dans l'indice des prix à la consommation   | Opération répétitive           |
| Indices Notaires-Insee   | Division logement/Notaires/Conseil scientifique des indices Notaires-Insee |  |  | Opération répétitive           |
| Projection de ménages et de logements                            | Division logement  | Travaux à prévoir en 2016              | Dans la continuité des projections de population   | Non commencé                   |

## 7. Diffusion des travaux

### 7.1. Indices des Loyers

Les indices sont diffusés par le biais des publications habituelles de l'indice des prix à la consommation. Il est envisagé que, dans le courant de l'année 2011, les résultats soient publiés par voie d'un « Informations Rapides » trimestriel. Un Insee Première sera publié en 2012 sur les évolutions comparées des prix et des loyers.

### 7.2. Indices Notaires-Insee des prix des logements anciens

Les indices sont mis en ligne sur le web (rubrique « indices et séries statistiques » et banque de données macro-économiques) et publiés dans Informations Rapides. Ils sont également diffusés par les notaires. L'Insee participe à la conférence de presse trimestrielle des notaires d'Île-de-France.

Les notaires d'Île-de-France ont diffusé fin 2010 pour la première fois une estimation avancée d'un trimestre des évolutions de prix annuelles à Paris, sur la base des avant-contrats. Ces premiers résultats devront être consolidés, au fur et à mesure de l'amélioration de la collecte des avant-contrats.

L'Insee Première signalé au point précédent comportera des résultats sur les prix de l'immobilier ancien.

### 7.3. Bilan annuel logement

Les principaux résultats sont repris dans le rapport annuel de la commission des Comptes du logement. Le calage sur les données du recensement (cycle de cinq années avec résultats 2006) pourrait être l'occasion d'une publication plus ciblée et à plus large diffusion.

#### Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2011

| Titre(s) et lien(s)   | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date) | Date de la diffusion | Remarques  |
|---|---|--|----------------------|--|
| Fiche « Acquisition de résidences principales » et fiche « prix des logements et des loyers », Insee Référence « Les revenus et le patrimoine des ménages »   | 3   |  |                      | Annuel   |
| Indices trimestriels des prix des logements anciens, Insee-Informations Rapides   | 3   |  |                      | Trimestriel  |
| « La non-réponse partielle aux variables financières de l'enquête Logement 2006 : mise en œuvre de nouvelles procédures de redressement et comparaison de méthodes d'imputation », Sophie O'PREY, document de travail F0901 | 1   | Enquête Logement 2006                    | Janvier 2009         |  |
| Séminaire du Centre d'analyse stratégique (CAS) : « Améliorer la statistique du logement ? Une mise en perspective des acteurs, des outils et des usages »  | 1   | Multi-sources                            | Janvier 2010         |  |
| « Le dispositif statistique de l'Insee dans le domaine du logement », Briant, Donzeau, Marpsat, Rougerie, document de travail N° F2010/02   | 3   | Multi-sources                            | Avril 2010           |  |
| « Les indices de prix des logements anciens, version 2 des modèles hédoniques », Insee Méthodes n°111   | 4   |  | 2010                 | Version anglaise du document paru en décembre 2005 |
| « Conditions de logement des ménages pauvres, in Les conditions de vie des personnes pauvres », Claudine Pirus, Pierrette Briant, travaux de l'Onpes, 2009-   | 4   | Enquête Logement 2006                    | 2010                 | Rapport de l'Onpes (travaux)                       |

|  |   |                       |                              |  |
|--|---|-----------------------|------------------------------|--|
| 2010   |   |                       |                              |  |
| « L'accèsion à la propriété dans les années 2000 », Pierrette Briant, Insee Première n° 1291   | 4 |                       | Mai 2010                     |  |
| « Prix des logements anciens : dans les années 2000, ils ont augmenté beaucoup plus vite que les loyers et les revenus », Jacques Friggit, Catherine Rougerie, Insee Première n° 1297  | 4 |                       | Mai 2010                     |  |
| « Les inégalités face au coût du logement se sont creusées entre 1996 et 2006 », Pierrette Briant, France Portrait social, Édition 2010  | 4 | Enquête Logement 2006 | Novembre 2010                |  |
| « Être sans domicile, avoir des conditions de logement difficiles, la situation dans les années 2000 », Pierrette Briant, Nathalie Donzeau ; Insee Première N°1330   | 3 |                       | Janvier 2011                 |  |
| Présentation de l'Insee première « Être sans domicile, avoir des conditions de logement difficiles, la situation dans les années 2000 » à la 12ème journée d'échanges des correspondants départementaux du Chantier national prioritaire 2008-2012 pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées | 5 |                       | 26 janvier 2011              |  |
| « Conditions de logement : éléments statistiques pour une approche du mal-logement » ; intervention dans le cadre d'un séminaire de l'École de Ponts   | 5 |                       | 1 <sup>er</sup> février 2011 | Séminaire « Politique du logement » du Mastère "Action Publique" de l'École Nationale des Ponts et Chaussées |
| Le taux d'effort des ménages en matière de logement : élevé pour les ménages modestes et les locataires du secteur privé, Claudine Pirus, Les revenus et le patrimoine des ménages - Insee Références - Édition 2011   | 4 |                       |                              |  |
| « Prix des logements anciens et loyers entre 2000 et 2010 », Philippe Gallot, Élodie Leprévost, Catherine Rougerie, division Logement, Insee Première N° 1350  | 3 |                       | mai 2011                     |  |
| « La précarité énergétique : avoir froid ou dépenser trop pour se chauffer », Isolde Devalière, Pierrette Briant et Séverine Arnault, Insee Première N°1351  | 3 |                       | mai 2011                     |  |
| Les conditions d'habitat des enfants : poids des structures familiales et de la taille des fratries», Claudine Pirus, France Portrait social, Edition 2011   | 4 | SRCV                  | Novembre 2011                |  |
| <i>Le mal-logement</i> , rapport d'un groupe de travail du Cnis, n° 126  | 1 |                       | juillet 2011                 |  |

\* type de diffusion

1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*

2 - Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*

3 - Chiffres clés, principaux résultats "4 pages", *indicateurs, indices...*

4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources....

5 - Valorisation, communication site Internet dédié, séminaire, conférence...

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division revenus et patrimoine des ménages**

## 1. Exposé de synthèse

Comme en 2011, l'axe structurant de l'année 2012 sera la mise en œuvre du moyen terme de l'Insee et des recommandations du rapport Sen - Stiglitz relatives aux inégalités de revenu et de patrimoine.

Parmi les grands chantiers du moyen terme de l'Insee figure la création d'un fichier exhaustif fiscal et social. Cette création permettra l'analyse de la pauvreté monétaire et des inégalités à un niveau géographique fin. Elle permettra également d'améliorer la connaissance du haut de la distribution des revenus. La constitution de ce fichier conduira à refondre le système d'information sur les revenus afin de mettre en cohérence l'enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) et le fichier exhaustif. Les travaux devraient aboutir fin 2012-début 2013, pour une mise en production en 2013-2014. Un pilote du projet est en cours d'élaboration en 2011 : il consiste à tester les appariements entre les données Cnaf et DGFIP pour trois départements, l'Ille et Vilaine, la Seine-Saint-Denis et La Réunion.

Comme nous y invite le rapport Sen - Stiglitz, la collaboration avec le département des comptes nationaux se poursuivra : en 2012 d'une part la nouvelle base des comptes nationaux sera intégrée dans l'exercice déjà réalisé et qui sera enrichi d'une nouvelle typologie dans la décomposition du compte des ménages (rural / urbain) ; d'autre part, le compte de patrimoine sera également décomposé ce qui devrait permettre notamment de mieux comprendre les situations d'épargne négative et faire l'objet d'un document de travail fin 2011. Ces travaux se poursuivront en 2012 avec la construction de séries de pouvoir d'achat par catégorie.

Dans le cadre de la prise en compte du bien-être, cinq questions sur le ressenti des personnes ont été ajoutées au questionnaire SRCV 2010. Ces questions portent sur l'appréciation subjective que les individus font de leur vie en général, ainsi que l'appréciation pour certains aspects particuliers (loisirs, relations avec les proches, logement, travail). Elles seront exploitées en 2011 et mises en perspective avec le questionnaire auto-administré proposé aux ménages en troisième année d'interrogation à SRCV (soit environ 1 800 ménages et 3 800 individus âgés de 16 ans ou plus). Ce questionnaire vise d'une part à approfondir les appréciations subjectives et d'autre part, à collecter des informations sur différents aspects de la vie des personnes, qui peuvent contribuer à expliquer leur bien-être subjectif (insécurité, gestion du temps...). Enfin, un ensemble de vignettes permettra d'étalonner les réponses aux questions sur l'appréciation subjective, ainsi que la question sur la santé perçue, qui était déjà présente dans SRCV.

Après une collecte des données d'octobre 2009 à mars 2010, et une mise à disposition fin 2010 des premiers résultats de l'enquête Patrimoine sur les taux de détention, l'année 2011 sera celle de l'enrichissement de l'enquête avec des données fiscales sur les revenus, puis de l'imputation des montants de patrimoine détenu. Les résultats sur ces montants devraient être diffusés au cours du second semestre 2011. La valorisation des résultats de l'enquête se poursuivra en 2012 avec le groupe d'exploitation. Deux axes d'étude seront développés sur la période 2011 - 2012 : une analyse approfondie des hauts patrimoines grâce à l'échantillonnage de l'enquête 2010 qui les surreprésente et une étude sur les dimensions immatérielles du patrimoine notamment culturelle, familiale et sociale.

Après la mise en place de l'enquête revenus fiscaux et sociaux à partir des revenus 2005, les enquêtes revenus fiscaux ont été rétopolées, ce qui permet de disposer de séries homogènes sur les inégalités et la pauvreté de 1996 à 2008. Ces séries ont été publiées début 2011 dans un Insee-Résultats et ont fait l'objet d'une analyse plus approfondie dans l'Insee-références revenus et patrimoine à l'été 2011. En 2012, les résultats de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux porteront sur les revenus de 2010. Enfin, comme prévu dans le programme statistique 2009 - 2013, la première édition en 2011 d'une enquête Revenus fiscaux et sociaux sur les revenus 2008 à La Réunion a été rendue possible par l'amélioration de la qualité des adresses dans les fichiers DGFIP.

En 2011, on dispose de trois vagues du panel des statistiques sur les ressources et les conditions de vie rendues plus cohérentes avec les données de l'enquête sur les revenus fiscaux. Le deuxième groupe d'indicateurs sociaux portant sur les pratiques culturelles et sportives pourra être exploité. En 2012, le module complémentaire à SRCV 2012 portera sur les conditions de logement. Enfin, des efforts particuliers vont être entrepris afin de raccourcir les délais de mise à disposition des résultats relatifs aux conditions de vie dans SRCV.

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

Sont concernés :

### 2.1. Le module secondaire de l'enquête SRCV sur le logement

Ce module secondaire a pour objectif de mieux connaître les conditions de logement des ménages.

Les principaux thèmes abordés dans le questionnaire « ménage » (une personne du ménage répond pour l'ensemble du ménage) sont :

- L'espace dans le logement
- Les équipements et les commodités du logement (eau, électricité, chauffage ...)
- L'accessibilité de services de base (épicerie, banque, Poste, transports, santé, école ...)
- Le risque de changement de logement (dans les 6 prochains mois).

Dans le questionnaire « individuel », il est demandé à chaque membre de 16 ans ou plus du ménage s'il a changé de logement au cours des cinq dernières années et pour quelle raison principale. Cette question ne sera pas posée en cas de réponse par un proxy.

### 2.2. La rénovation du système d'information sur les revenus

Il n'existe actuellement aucune source permettant de déterminer la notion de revenu disponible ou de niveau de vie à un niveau localisé. Seules des « enquêtes nationales » permettent actuellement de les appréhender. La source « enquête revenus fiscaux et sociaux » est considérée comme la source de référence dans ce domaine. Malheureusement cette source est nationale. Elle ne permet pas de disposer d'indicateurs précis au niveau régional, et donc a fortiori à un niveau plus fin. Des sources répondent partiellement à ce besoin : la source revenus fiscaux localisés (RFL), mais sur le seul champ des revenus fiscaux déclarés (en particulier, en sont exclus les revenus exonérés d'impôts, comme les prestations sociales, certains revenus financiers, ...) et la source revenus disponibles localisés (RDL) mais au niveau départemental seulement. L'objectif du projet est de construire un système d'informations sur les revenus des ménages articulés de façon cohérente le dispositif des enquêtes sur les revenus fiscaux et sociaux et un dispositif statistique sur les revenus localisés. Un tel système d'information viendrait ainsi combler deux manques importants dans la connaissance des inégalités : il permettrait de fournir d'une part des données sur la pauvreté et les inégalités de niveau de vie à un niveau local infra-départemental, cohérentes avec le niveau national et qui éclairerait les choix des acteurs locaux. Il permettrait d'autre part une connaissance de l'ensemble de la distribution des revenus et des niveaux de vie, qu'une enquête à elle seule ne fournit qu'imparfaitement en ce qui concerne le haut de la distribution.

Il s'agirait de procéder à un appariement du fichier des revenus fiscaux avec les fichiers des allocataires de la Caisse nationale d'allocations familiales, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Mutualité sociale agricole, de façon à couvrir les prestations familiales, les allocations logement et les minima sociaux, trois sources de revenus sociaux qui ne figurent pas dans les données fiscales. Le champ serait au moins celui de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS), c'est-à-dire les ménages ordinaires. Les possibilités de couvrir le reste de la population (les 2 % des personnes vivant principalement en collectivité) à partir des données fiscales ou sociales seront explorées. Dans un premier temps, seule la France métropolitaine sera couverte, sachant que les Dom, pour lesquels une expérimentation est menée à La Réunion, auront vocation à y être à terme intégrés.

Le fichier exhaustif social et fiscal pourrait à terme remplacer les sources RDL et RFL. En revanche, il ne pourrait pas suppléer l'enquête Revenus fiscaux et sociaux. En effet, celle-ci apporte les descripteurs de l'enquête emploi, très utiles pour la connaissance du lien entre activité (au sens du BIT) et revenus que l'exhaustif ne pourrait pas fournir. De plus, elle constitue un matériau très riche pour les modèles de micro-simulation. L'ERFS est ainsi le support des modèles de micro-simulation de l'Insee, la Drees, la DGTrésor et la Cnaf. La coexistence des deux sources, ERFS et exhaustif social et fiscal, conduit donc à s'interroger sur leur articulation et leur cohérence en particulier en termes de distribution des niveaux de vie. De fait, pour disposer d'un système d'information cohérent sur les distributions de niveaux de vie, il

est proposé de rendre ERFS représentative du dernier centile de niveau de vie par calage sur des marges niveau de vie issues de l'exhaustif.

Après le pilote sur trois départements du projet d'exhaustif social et fiscal à partir des données de la DGFIP et de la Cnaf en 2011, un test en vraie grandeur sera conduit en 2012 en ajoutant également les données de la CCMSA et de la Cnav.

### 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives  | Unité responsable | Observations  |
|---|-------------------|---|
| <b>Enquêtes</b>   |                   |   |
| SRCV  | DRPM              |   |
|   |                   |   |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>                |                   |   |
| Enquête revenus fiscaux et sociaux                            | DRPM              | Appariement entre enquête emploi en continu et données fiscales |
|   |                   |   |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>                              |                   |   |
| Insee-Références sur les revenus et le patrimoine des ménages | DRPM              |   |
| Insee-Resultats ERFS  | DRPM              |   |
| Insee-Resultats SRCV  | DRPM              |   |

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2012

#### 5.1. Aspects « Territoires »

Le projet de refonte du système d'information sur les revenus s'inscrit dans cet objectif d'amélioration de la connaissance localisée des inégalités de niveaux de vie et de la pauvreté. Mais, les fichiers fiscaux localisés continueront à être produits tant que le projet de refonte ne sera pas achevé.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Des indicateurs d'inégalités et de pauvreté sont disponibles afin d'alimenter les tableaux de bord de suivi du développement durable.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

Sans objet

#### 5.4. Aspects « européens »

L'ensemble du dispositif SRCV est réalisé et coordonné dans un cadre européen. Chaque année, en janvier, un règlement de la Commission définit les variables cibles secondaires associées au module secondaire pour l'enquête suivante. À ce titre, le module secondaire 2012 fait l'objet du règlement (UE) n°1157/2010 du 9 décembre 2010 de la Commission.

Fin octobre 2011, débute une Task Force pilotée par Eurostat sur la révision de la base légale de SILC. Cette TF se réunira pendant deux ans, elle regroupe une quinzaine de membres des INS qui devront réfléchir à la simplification du dispositif en termes de méthodologie (y compris de la dimension longitudinale) et contenu, à son adaptation aux besoins des utilisateurs et aux besoins de mesure des dimensions non matérielles du bien être. Les travaux de cette TF alimenteront les réunions des Directeurs des Statistiques Sociales.

La Division RPM participe également au réseau Household Finance and Consumption Network mis en place par la BCE pour coordonner les enquêtes en zone Euro sur le patrimoine des ménages. Aucun règlement statistique européen n'y est cependant associé.

## 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations   | Unité                                       | Prévision   | Observations   | Suivi                                |
|--|---|---|--|--------------------------------------|
| Module secondaire de SRCV sur les transmissions intergénérationnelles de la pauvreté | Division RPM                                | Collecte en mai 2011  |  | Fichier disponible en septembre 2012 |
| Module secondaire de SRCV sur les conditions de logement                             | Division RPM                                | Collecte en mai 2012  |  | Fichier disponible en septembre 2013 |
| Refonte du système d'information sur les revenus                                     | Division RPM                                | Tests sur départements pilotes en 2011, tests « grandeur nature » en 2012 | Tests pilote en cours  | En cours.<br>Livraison prévue 2013.  |
| Décontraction du compte des ménages  | DPRCVM et département des comptes nationaux |   | Travaux à venir sur les pouvoirs d'achat par catégorie de ménage (2011 et 2012) et sur le compte de patrimoine (2011-2012) | En cours                             |
| Enquête Revenus fiscaux et sociaux   | Division RPM                                | Premiers résultats en septembre n+2                                       |  | Continu (opération annuelle)         |
| SRCV   | Division RPM                                | Premiers résultats sur les revenus en novembre n+2                        |  | Continu (opération annuelle)         |

## 7. Diffusion des travaux

### Etudes

La politique de diffusion par la division sur les revenus et patrimoine s'articule autour d'un Insee-Références sur le thème des revenus et du patrimoine. Sa périodicité est dorénavant annuelle : la quatrième édition de cet ouvrage est prévue en avril 2011.

Des Insee-Résultats annuels consacrés à l'enquête revenus fiscaux et sociaux complètent cette approche par la mise à disposition de tableaux statistiques détaillés portant sur l'enquête la plus récente et l'actualisation de séries longues.

Un Insee-Résultats sur les résultats de SRCV est en cours de conception avec la division Conditions de vie des ménages.

Deux numéros spéciaux d'Économie et Statistique s'appuyant en grande partie sur l'exploitation des sources SRCV et enquête Patrimoine sont programmés respectivement pour 2012 et 2013. Des publications, plus ponctuellement, éclairent différents aspects : Insee Première, contributions à Économie et Statistique, publications à partir de SRCV et des données de panel.

**Micro-données**

Enfin, des premiers fichiers de production et de recherche de l'ERFS 2008 et de SRCV 2008 et 2009 ont été versés au Réseau Quételet en 2011, et en 2012, les FPR ERFS2009 et SRCV2010 le seront. Un fichier de production et de recherche, comprenant notamment les données sur les montants de patrimoine détenu (issues d'un important travail d'imputation), sera transmis en 2012.

**liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010**

| Titre(s) et lien(s)  | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)                      | Date de la diffusion | Remarques   |
|--|---|---|----------------------|---|
| Les inégalités entre ménage dans les comptes nationaux<br><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1265/ip1265.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1265/ip1265.pdf</a>  | 3   | SRCV 2004, ERF 2003, budget des familles et comptes nationaux | Novembre 2009        | En collaboration avec le département des comptes nationaux      |
| Les inégalités de revenus entre 1996 et 2007<br><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1266/ip1266.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1266/ip1266.pdf</a>  | 3   | ERF et ERF5   | Novembre 2009        |   |
| Les inégalités de revenu entre les DOM et la métropole<br><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1279/ip1279.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1279/ip1279.pdf</a>  | 3   | Enquête budget des familles                                   | Février 2010         | En collaboration avec la division conditions de vie des ménages |
| Les niveaux de vie en 2008<br><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1311/ip1311.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1311/ip1311.pdf</a>  | 3   | ERFS 2008   | Septembre 2010       |   |
| Patrimoine des ménages début 2010 - une recomposition au détriment de l'épargne - logement<br><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1325/ip1325.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1325/ip1325.pdf</a>  | 3   | Patrimoine 2010   | Décembre 2010        |   |
| Populations et conditions sociales<br><a href="http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction">http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction</a>  | 1   | Silc SRCV 2007 et 2008  | 2009 et 2010         |   |
| Insee - Résultats enquête Revenus fiscaux et sociaux 2007<br><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=4&amp;nivgeo=0">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=4&amp;nivgeo=0</a>   | 2-3                                       | ERFS 2007   | Novembre 2009        |   |
| Chiffres clés<br><a href="http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=4">http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=4</a>   | 3   | ERFS 2007 et 2008   | Septembre 2010       |   |
| Diffusion au réseau Quételet de SRCV   | 2   | SRCV 2004 à 2007  |                      |   |
| Insee-Références Revenus et patrimoine 2009<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- « Du revenu salarial au niveau de vie »</li> <li>- « Le patrimoine des ménages retraités »</li> <li>- « Les nouvelles mesures des revenus dans les enquêtes Revenus fiscaux et sociaux »</li> <li>- « Des disparités importantes d'évolution de niveaux de vie »</li> <li>- « Inégalités de niveau de vie et mesures de la pauvreté en 2006 »</li> <li>- Fiches thématiques</li> </ul> <a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME09&amp;nivgeo=0">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME09&amp;nivgeo=0</a> | 3 et 4                                    | ERFS, enquête patrimoine et SRCV                              | Avril 2009           |   |
| Insee-Références Revenus et patrimoine 2010<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- « Niveau de vie par âge et génération entre 1996 et 2005 »</li> <li>- « Niveau de vie et pauvreté des immigrés en 2007 » patrimoine - à paraître en 2010</li> <li>- « Les très hauts revenus : des différences</li> </ul>  | 3 et 4                                    | ERFS, enquête patrimoine et SRCV                              | Avril 2010           |   |

|   |   |                         |               |   |
|---|---|-------------------------|---------------|---|
| <p>de plus en plus marquées entre 2004 et 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Trajectoires individuelles et pauvreté » -</li> <li>- « Inégalités de niveau de vie et mesures de la pauvreté en 2006 »</li> <li>- Fiches thématiques</li> </ul> <p><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME10&amp;nivgeo=0">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME10&amp;nivgeo=0</a></p> |   |                         |               |   |
| <p>France portrait social 2010<br/>Vue d'ensemble salaires et niveaux de vie<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10D.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10D.pdf</a></p>  | 4 | ERFS 2008               | Novembre 2010 | En collaboration avec la division études sociales et la division Salaires et revenus d'activité |
| <p>France portrait social 2010 - fiches<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10L.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10L.pdf</a></p>   | 3 | ERFS 2008               | Novembre 2010 |   |
| <p>France portrait social 2009<br/>« Les prix freinent la progression du pouvoir d'achat en 2008 »</p>  | 4 | ERFS 2007               | Novembre 2009 | En collaboration avec la division des prix  |
| <p>France portrait social 2009 - fiches<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC09Q.PDF">http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC09Q.PDF</a></p>   | 3 | ERFS 2007               | Novembre 2009 |   |
| <p>« Indicateurs d'inégalités sociales » - France, portrait social - novembre 2010<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC100.pdf">http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC100.pdf</a></p>  | 3 | ERFS 2008               | Novembre 2010 |   |
| <p>« La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités » - Économie et Statistique n°414, janvier 2009<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=ECO414&amp;nivgeo=0">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=ECO414&amp;nivgeo=0</a></p>   | 4 | ERF                     | Janvier 2009  |   |
| <p>Un numéro spécial d'Économie et Statistiques<br/>« Patrimoine : développements récents », n°417 - 418, paru en juin 2009.<br/><a href="http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=ECO417&amp;nivgeo=0">http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=ECO417&amp;nivgeo=0</a></p>  | 4 | Enquête Patrimoine 2004 | Juin 2009     |   |

\* type de diffusion

- 1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*
- 2- Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats *"4 pages", indicateurs, indices...*
- 4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources....
- 5 - Valorisation, communication *site Internet dédié, séminaire, conférence...*

## Institut national d'études démographiques - INED

### 1. Exposé de synthèse

Le programme statistique 2011 présente quelques nouveautés relativement au programme à moyen terme 2009-2013. Dans ce dernier document, 7 enquêtes étaient décrites :

1. Migration famille vieillissement (MFV) – aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion.
2. Étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE)
3. Enquête sur la formation des couples dans les années 2000
4. Enquête ELAP : le devenir à l'âge adulte des jeunes placés
5. Enquête « famille » associée au recensement en 2011
6. Étude des relations familiales et intergénérationnelles (ERFI), vague 3 (2011), version française de GGS
7. Enquête nationale biographique sur les pratiques spatiales des résidents en France

1. Enquête MFV : la collecte est terminée dans les quatre DOM.
2. ELFE a obtenu l'avis de conformité pour l'enquête en maternité et à 6-8 semaines, suite à son audition au Cnis en février 2011. Ces opérations de collecte s'étaleront d'avril 2011 à février 2012.
3. Cette enquête est en phase de test, la collecte devant avoir lieu en 2014.
4. Cette enquête connaît un certain retard relativement au prévisionnel : elle est toujours en phase de test.
5. EFL : le terrain a eu lieu dans le cadre de l'enquête annuelle de recensement, de janvier à mars 2011. Les données seront saisies et apurées en 2011, puis enrichies des informations du recensement. Le fichier de production et de recherche sera disponible fin 2012
6. La collecte de la troisième vague de ERFI-GGS sera effectuée par les enquêteurs Insee employés par une société de portage salarial.

#### Il convient de rajouter au programme 2012 les opérations suivantes :

8. Enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas (SD2012), en partenariat avec l'Insee.
9. Enquête *Parcours* auprès des Migrants natifs d'Afrique subsaharienne infectés VIH ou VHC + groupe contrôle (VIH - et VHB -)
10. Mise en place d'une réflexion pour une enquête nationale représentative sur les violences et les rapports de genre (VIRAGE)
11. Mise en place de la première phase de test du panel représentatif des résidents des ménages ordinaires interrogés par Internet ELIPSS (Enquête longitudinale par Internet pour les sciences sociales)

**Relativement au programme 2011** annoncé l'an dernier, **certaines opérations sont en suspens** : Enquête sur les homicides conjugaux (Île de France), en attente de confirmation.

### 2. Travaux nouveaux pour 2012

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Les enquêtes nouvelles en 2012 sont les suivantes :

1. Enquête de l'INSEE-Ined auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas (SD2012).
2. Mise en place de la phase test du panel ELIPSS (Enquête longitudinale par Internet pour les sciences sociales) sous la direction de Sciences-Po.

Cette enquête ne fera pas l'objet d'une demande d'examen en opportunité au CNIS de la part de l'Ined.

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

#### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Développement de méthodes de calculs de précision dans les sondages complexes : un poste nouveau est créé, pour entamer une réflexion, faire la bibliographie scientifique sur le sujet et documenter les procédures des logiciels statistiques courants et animer des échanges avec des spécialistes extérieurs (Insee, Genes, Inserm, Invs, etc.).

### 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives                         | Unité responsable | Observations  |
|--|-------------------|---|
| <b>Enquêtes</b>                                |                   |   |
| ELFE   | Unité Ined-Inserm | Les enfants de la cohorte 2011 seront réinterrogés autour de leur 1 <sup>er</sup> anniversaire (en 2012) ou un peu plus tard vers 1an ½ si les ressources financières de l'unité mixte Ined-Inserm l'exigent. |
|  |                   |   |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b> |                   |   |
|  |                   |   |
|  |                   |   |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>               |                   |   |
|  |                   |   |
|  |                   |   |
|  |                   |   |

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

### 5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « Territoires »

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques »

5.4. Aspects « européens »

L'enquête ERFI-GGS est réalisée dans ce cadre. Les changements la concernant sont précisés plus haut.

### 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opération   | Unité  | Prévision   | Observations   | Suivi  |
|---|--|---|--|--|
| Mise en place d'une réflexion préparatoire à la réalisation d'une enquête sur les violences et les rapports de genre (VIRAGE) à l'échelle nationale | Ined   | 2012  | Méthodologie d'enquête, mode de collecte devront être évalués.<br>L'enquête devra permettre une analyse fine de populations vulnérables minoritaires (homosexuel(le)s, ressortissants de l'immigration etc.) dont la nature est à définir.   | Le projet devra être précisé fin 2012, pour un pilote en 2013.                                   |
| Mise en place du panel ELIPSS (Enquête longitudinale par Internet pour les sciences sociales)   | Sciences Po, GENES, INED, Paris V, GIS Réseau Quetelet, EDF R&D, Telecom ParisTech | Premier trimestre 2012  | Panel aléatoire représentatif d'individus des ménages ordinaires interrogés par Internet à 10 reprises par an en échange d'une tablette tactile et d'un abonnement 3G gratuits.<br>1500 individus pour 2 ans.  | Recrutement des panélistes au premier trimestre 2012.  |
| Enquête Fecond, volet méthodologie de collecte : comparaison Internet vs téléphone  | INED<br>INSERM   | Premier trimestre 2012  | Enquête multimode Internet et téléphone avec recrutement aléatoire par téléphone. Objectif : mesurer le biais de sélection lié au mode de collecte lorsque les contactés ont le choix ; mesurer l'effet mode de collecte Internet vs téléphone dans les autres cas.<br>5000 enquêtés prévus. | Appel d'offre fin 2011, réalisation premier trimestre 2012.                                      |
| Migration Famille vieillissement aux Antilles, à la Guyane et la Réunion (MVF)  | INED<br>INSEE<br>SEOM  | - Test CAPI janvier 2009<br>- Collecte fin 2009   |  | La collecte est terminée dans les 4 DOM  |
| Étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE)   | INED<br>INSERM<br>DREES,<br>INSEE<br>INVS,<br>CNAF<br>DGPR                         | - Phase d'inclusion dans un échantillon de maternités (les 2/3 et non la totalité comme initialement prévu);<br>- Enquête téléphonique 6-8 semaines après l'accouchement (et non en face-à-face comme initialement prévu)<br>- 2011 ou 2012 : Enquête téléphonique autour du 1 <sup>er</sup> anniversaire de l'enfant (sous réserve de financement) | L'inclusion de nouveau-nés en maternités s'effectue en quatre vagues étalées en 2011 (avril, juin, septembre, décembre). La collecte de données biologiques de l'enfant et de la mère ne pourra pas débuter à la 1 <sup>ère</sup> vague.   | L'enquête à 6/8 semaines sera effectuée par un institut de sondage privé (en cours de sélection) |
| Enquête sur la formation des couples dans les années 2000   | INED   | Test méthodologique visant à comparer 2 modes de collecte (téléphone et face-à-face). Une enquête pilote sera menée en  | Mise en formation des couples. Enquête nationale représentative des individus vivant en ménages ordinaires. 8000 à 10000   | Collecte pour 2013   |

|   |  |   |   |   |
|---|--|---|---|---|
|   |  | 2012, pour une enquête finale prévue à l'automne 2013.  | personnes   |   |
| Suite de l'Étude longitudinale sur l'accès à l'autonomie après un placement (ELAP)                          | INED   | Des jeunes seront enquêtés au fil de 2 vagues de collecte, en face-à-face puis par téléphone, espacées d'un an. En complément, et en collaboration avec les ASE départementales participant à l'enquête, un suivi passif des jeunes encore pris en charge en seconde vague d'enquête permettra de repérer le moment de leur sortie de Protection de l'enfance ; enfin, un volet qualitatif, mobilisant une dizaine de chercheurs, permettra de suivre de façon plus prolongée une centaine de jeunes. | Étudier les conditions de sortie de placement de 1500 jeunes, âgés de 17 à 21 ans et placés à l'Aide Sociale à l'Enfance (dans les régions Île de France et Nord-Pas de Calais).  | L'année 2012 sera principalement consacrée au montage institutionnel du projet, en partenariats avec les ASE départementales, à la constitution de la base de sondage et à la révision des questionnaires et outils de suivi. L'enquête grandeur réelle est prévue en 2013 (V1) et 2014 (V2). |
| Enquête Famille associée au recensement 2011  | INSEE<br>INED  | - Répétition générale en 2010<br>- Collecte : 2011 (enquête annuelle de recensement)  |   | Calendrier respecté   |
| Étude des Relations familiales et intergénérationnelles (ERFI)  | INED   | 2011 : collecte vague 3   | 3 vagues : 2005, 2008, 2011. Embauche des enquêteurs par portage salarial en 2011.  | Calendrier respecté.  |
| Trajectoires et origines (TeO)  | INED<br>INSEE  | Collecte en 2009  | Terminée  | En phase d'exploitation   |
| Enquête sur l'usage des langues vivantes dans la recherche publique en France (ELVIRE)                      | INED   | 2009  | En partenariat avec le DEPS (Ministère de la culture)   | Achevée, en exploitation  |
| MAFE – Migration entre l'Afrique et l'Europe  | INED<br>IPDSR<br>ANSI<br>FIERI<br>Université Pompeu Fabra<br>CSIC<br>SCMR<br>U. Maastricht<br>U. Louvain-la Neuve<br>U. Kinshasa<br>U. Ghana | Collectes en 2009 et 2010   | Une nouvelle collecte est en cours cette année en Espagne afin d'augmenter l'échantillon espagnol. Recherche de financement en cours pour améliorer la représentativité de l'échantillon dans les pays de départ et d'arrivée pour MAFE-Sénégal (Sénégal-France-Italie). Pas de passage en opportunité prévu en 2011. | Achevées, en exploitation   |
| Systèmes de suivi démographique (SSD) en Afrique sub-saharienne<br>Suivi longitudinal au Mali (projet Slam) | INED   | Actualisation des données biographiques en 2009 et actualisation de l'enquête renouvelée début 2010   |   | Collecte et saisie terminées<br>Nettoyage des bases de données en cours<br>Analyses à partir de 2011  |

|  |                                   |  |                            |                                       |
|--|-----------------------------------|--|----------------------------|---------------------------------------|
| Étude sur les mères de naissance qui demandent le secret de leur identité lors de leur accouchement  | INED<br>CNAOP                     | Collecte prévue jusqu'à la fin 2009                    |                            | Achevée ?                             |
| Enquête sur les décisions médicales de fin de vie en France  | INED                              | Tests en 2009  | Collecte en 2010, achevée. | Calendrier respecté, en exploitation. |
| Minorités et majorité dans la population française. Une enquête exploratoire à partir des représentations du nombre (REMIMA)   | INED<br>Université René Descartes | Collecte : 2009  |                            | Abandonnée.                           |
| Enquête DAIFI  | INED<br>INSERM                    | Collecte : 2008-2009                                   |                            | En exploitation                       |
| Participation de l'INED à l'enquête méthodologique INSEE sur les sans-abri 2009 (EMSA 2009)  | INSEE<br>INED                     | Collecte : 2009  |                            | Achevée                               |
| Participation de l'Ined au test et à l'enquête auprès des services proposant de l'hébergement ou des distributions de repas (SD2012)   | INSEE<br>INED                     | Tests et Collecte : 2010-2011                          |                            | En cours                              |
| Participation de l'Ined au test et à l'enquête auprès des personnes non francophones fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas (SD2012)   | INSEE<br>INED                     | Tests : janvier-février 2011<br>Collecte en 2012.      |                            | Achévé, en exploitation               |
| Participation de l'Ined au test et à l'enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas (SD2012)  | INSEE<br>INED                     | Méthodologie de l'enquête principale. Collecte en 2012 |                            | En cours                              |
| Enquête de couverture de l'Ined auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas (SD2012) dans les agglomérations de moins de 20000 habitants et en milieu rural. | INSEE<br>INED                     | Tests et Collecte : 2011, 2012-2013                    |                            | En cours                              |

## 7. Diffusion des travaux

### Liste des publications diffusées effectivement en 2010

| Titre(s) et lien(s)   | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date) | Date de la diffusion      | Remarques |
|---|---|--|---------------------------|-----------|
| Le devenir de 20 000 enfants/ Lancement de l'étude de cohorte ELFE<br><a href="http://www.ined.fr/fr/ressources_documentation/publications/pop_soc/bdd/publication/1530/">http://www.ined.fr/fr/ressources_documentation/publications/pop_soc/bdd/publication/1530/</a>   | Population et sociétés                    | ELFE                                     | Février 2010              |           |
| La construction d'une cohorte : l'expérience du projet français ELFE<br><a href="http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1532/publi_pdf_1_construction_cohorte_elfe.pdf">http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1532/publi_pdf_1_construction_cohorte_elfe.pdf</a>   | Population, n°4, 2010                     | ELFE                                     |                           |           |
| Base de données MAFE-Sénégal  | 2   | MAFE, 2009                               | Diffusion interne en 2009 |           |
| Base de données MAFE-Congo  | 2   | MAFE, 2010                               | Diffusion interne en 2010 |           |
| Beauchemin Cris, Schoumaker Bruno, Flahaux Marie-Laurence. 2010. Partir, revenir : tendances et facteurs des migrations africaines intra et extra continentales. , 43 p. , (MAFE Working Paper), 7<br>Lien :<br><a href="http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26450/telechargement_fichier_fr_wp7_mlf_cb_bs_042010.pdf">http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26450/telechargement_fichier_fr_wp7_mlf_cb_bs_042010.pdf</a> | 4   | MAFE, 2009                               | Avril 2010                |           |
| Lessault David, Beauchemin Cris, Sakho Papa. 2010. Migration internationale et conditions d'habitat des ménages à Dakar. , 19 p. , (MAFE Working Paper), 11<br>Lien :<br><a href="http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26454/telechargement_fichier_fr_wp11_dl_cb_ps_042010.pdf">http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26454/telechargement_fichier_fr_wp11_dl_cb_ps_042010.pdf</a>  | 4   | MAFE, 2009                               | Avril 2010                |           |
| <a href="#">Mezger, C. &amp; Beauchemin, C., 'The role of international migration experience for investment at home: The case of Senegal', April 2010 (EN)</a><br>Lien ;<br><a href="http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26455/telechargement_fichier_fr_wp12_cm_cb_042010.pdf">http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/26455/telechargement_fichier_fr_wp12_cm_cb_042010.pdf</a>   | 4   | MAFE, 2009                               | Avril 2010                |           |

|  |   |            |               |  |
|--|---|------------|---------------|--|
| <a href="#">Beauchemin, C. &amp; C. Mezger. 'La migration est-elle un facteur d'investissement?'. ILO/MAFE roundtable, Turin, 8 October 2010 (FR).</a><br>Lien : <a href="http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/31277/telechargement_fichier_en_beauchemin.mezger.pdf">http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/31277/telechargement_fichier_en_beauchemin.mezger.pdf</a> | 5 | MAFE, 2009 | Octobre 2010  |  |
| Patrick Simon « Enquêter sur la diversité et les discriminations en France », Institute for French Studies, New York University  | 5 | TeO        | 5/10/2010     |  |
| Patrick Simon « Beyond Assimilation: The Second Generation in France », Population Studies Center, University of Pennsylvania  | 5 | TeO        | 8/11/2010     |  |
| Patrick Simon « Racial divisions in France: Immigrants and Second Generation facing discrimination », Sociology Department, Immigration series, City University of New York,   | 5 | TeO        | 22/11/2010    |  |
| Patrick Simon The Impact of Race on Immigrant and Second Generation Integration : Comparing France and the US », Russell Sage Foundation   | 5 | TeO        | 15/12/2010    |  |
| Christelle Hamel Between Women's Rights and Racism: French Feminist NGO's and the Measure of Forced marriages  | 5 | TeO        | 14/07/2010    |  |
| Emmanuelle Santelli, Laure Mogueu et Christelle Hamel L'entrée dans la vie adulte : une expression des modes de relations intergénérationnelles ?  | 5 | TeO        | 22/06/2010    |  |
| Laure Mogueu et Christelle Hamel Les conflits intergénérationnels dans les familles immigrées résidant en France   | 5 | TeO        | 24/06/10      |  |
| Vincent Tiberj et Patrick Simon Taking political side : explaining the political alignments of the France plurielle  | 5 | TeO        | Avril 2010    |  |
| Hugues Lagrange « Migrants et descendants de migrants : importance accordée à la religion selon l'âge et la période d'arrivée en France »<br>« Migrants et descendants de migrants : fréquence des unions endogames (conjoint actuel) »  | 4 | TeO        | Automne 2010  |  |
| Beauchemin C., Hamel C., Lesné M., Simon P., et l'équipe TeO., Les discriminations : une question de minorités visibles », <i>Population &amp; Sociétés</i> , n°466, mars 2010   | 4 | TeO        | mars 2010     |  |
| Condon S. et Régnard C., « Héritage et pratiques linguistiques des descendants d'immigrés en France », <i>Hommes et Migrations</i> , n°1288, novembre-décembre 2010.   | 4 | TeO        | Décembre 2010 |  |

\* type de diffusion

1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*

2- Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*

3 - Chiffres clés, principaux résultats "4 pages", *indicateurs, indices...*

4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources....

5 - Valorisation, communication *site Internet dédié, séminaire, conférence...*

## Ministère de la Culture et de la communication Département des études, de la prospective et des statistiques

### 1. Exposé de synthèse

Les projets statistiques du DEPS pour 2012 se situent dans la continuité des travaux qui auront été réalisés en 2011 : travaux « répétitifs » au sens du Cnis (poursuivis d'année en année), exploitations complémentaires de fichiers issus d'enquêtes récentes nécessitant un approfondissement qualitatif, gestion d'enquêtes non renouvelées et de périodicité annuelle, participation à des groupes de travail européens sur l'harmonisation des statistiques culturelles, etc.

Une nouvelle enquête statistique nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales sera lancée en 2012.

Les projets de travaux statistiques décrits dans le programme à moyen terme 2009-2013 du DEPS, soumis au Cnis fin 2008, restent d'actualité.

Par ailleurs, le DEPS aura en 2011 une mission nouvelle d'analyse, de prospective et stratégique :

- Dans le cadre du Conseil ministériel des études 2008, le programme des études 2008-2009 du DEPS comportait une étude de prospective de la culture et des médias à l'horizon 2030. Cette étude, achevée en juin 2010 et dont le rapport sera publié début mars 2010 sous le titre Culture & Médias 2030 est la première de sa nature. Conduite parfaitement librement et appuyée sur des méthodes éprouvées en matière de prospective, elle doit servir à fonder les stratégies des politiques culturelles à horizon 2020, donc des orientations de l'action publique du ministère d'ici cette date. A l'occasion de la publication du rapport « Culture & Médias 2030, prospective des politiques culturelles », le DEPS souhaite mettre en place un dispositif de valorisation et d'appropriation, à court et moyen termes pour favoriser le débat.
- Le groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Culture & médias numériques » favorisé par le ministère de la Culture et de la Communication (Département des études, de la prospective et des statistiques) permettra de constituer une plate-forme partagée au plan national de programmes de recherche en sciences humaines et sociales sur le thème « culture et médias numériques ». Le GIS disposera d'une taille critique pour l'animation de la recherche dans ces domaines, capable de soutenir et de mettre en relation les chercheurs qui au sein des laboratoires travaillent sur ces thématiques, en liaison étroite avec des acteurs privés et publics.

### 2. Travaux nouveaux pour 2012

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

##### Enquête statistique nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales

L'enquête menée auprès des communes, intercommunalités, départements et régions vise à connaître les dépenses des collectivités locales dans le domaine culturel et leur évolution. Elle évalue les dépenses culturelles en Euros par habitant et le poids relatif de ces dépenses dans les budgets locaux. Les dépenses sont ventilées par nature : dépenses de fonctionnement et d'investissement, notamment dépenses de personnel, dépenses directes et subventions. Les dépenses sont également réparties par grands domaines culturels.

Cette nouvelle édition de l'enquête, qui portera sur les comptes administratifs 2010, s'appuiera sur un nouvel échantillon des communes de plus de 10 000 habitants. De même, deux autres études de faisabilité en cours détermineront la possibilité et les conditions d'une ventilation plus fine des dépenses culturelles régionales (suivant la nomenclature plus détaillée des communes) et d'une enquête auprès des collectivités d'Outre-mer.

Cette enquête régulière ne fait pas l'objet d'une procédure de labélisation.

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

- En 2011-2012, dans un souci de capitalisation des travaux statistiques et de poursuite des études d'approfondissement qualitatif sur la diversité, l'évolution des contenus et des formes de l'emploi

culturel entrepris les années précédentes, une exploitation nouvelle d'enquêtes et de sources statistiques nationales Insee seront exploitées par le DEPS sur le champ culturel (le cas échéant, régionalisées) :

- Enquête Emploi (exploitation annuelle) : en 2011-2012, années 2008, 2009, 2010 ; du fait de sa fragilité (en termes d'effectifs travaillant dans le champ culturel), l'Enquête Emploi ne donne pas lieu à une exploitation en tant que telle mais fournit des données de cadrage et des éléments de contexte pour les études s'appuyant sur d'autres sources statistiques.
- Déclarations annuelles des données sociales, DADS (exploitation annuelle) : en 2011-2012, années 2008, 2009, 2010 ;
- Recensement de la population : les données « emploi/professions » du Recensement rénové de la population 2007 sont désormais disponibles au niveau national. Une exploitation approfondie est donc à prévoir, qui offrira une photographie détaillée de l'emploi et des professions au niveau national et régional. Cette exploitation permettra en outre la réalisation d'une étude rétrospective sur l'évolution des grandes caractéristiques de l'emploi culturel depuis le début des années 1980 en procédant à une comparaison avec les données des recensements précédents de la population.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

#### Refonte et extension des enquêtes annuelles sur les enseignements

La refonte du système d'enquêtes sur l'enseignement supérieur a été engagée en liaison avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. L'objectif est d'intégrer dans une même publication les résultats de l'Enquête 48 sur les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture que réalise le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et traitée par le DEPS et les résultats des enquêtes réalisées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les autres établissements supérieurs dans le champ des arts et de la culture. Devrait ainsi être disponible une connaissance statistique régulière de l'ensemble de l'enseignement supérieur culturel. L'enquête annuelle sur l'enseignement spécialisé de la musique de la danse et de l'art dramatique ne sera pas reconduite par le DEPS qui en a assuré la préparation méthodologique, technique ainsi que l'exploitation pendant plusieurs années, mais le sera par la Direction générale de la création artistique.

#### Exploitation nouvelle de données sectorielles sur le spectacle vivant

L'extension en 2011 de l'enquête ESA aux secteurs d'activités marchands du spectacle vivant permettra de mesurer en 2012 le poids économique que représentent ces secteurs culturels et de réaliser une analyse des caractéristiques des professionnels par filière (création de spectacles, production, diffusion, activités connexes de vente). En outre, pour couvrir le champ complet du spectacle vivant, une interrogation parallèle des unités non marchandes, essentielles à l'analyse car fortement contributrices dans ce secteur, sera intégrée en 2011 à l'enquête Vie Associative de Viviane Tchernonog (CNRS).

## 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives  | Unité responsable         | Observations  |
|---|---------------------------|---|
| <b>ENQUETES</b>   |                           |   |
| Enquête Emploi de l'Insee   | DEPS, cellule statistique | Exploitation annuelle pour fournir des données de cadrage et des éléments de contexte   |
| Recensement de la population, Insee   | DEPS, cellule statistique | Exploitation approfondie pour la réalisation d'une étude rétrospective sur l'évolution des grandes caractéristiques de l'emploi culturel depuis le début des années 1980                      |
| Intégration de l' Enquête 48 (établissements d'enseignement supérieur du ministère de la Culture réalisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) avec les résultats des enquêtes réalisées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les autres établissements supérieurs dans le champ des arts et de la culture | DEPS et partenaires       | Refonte du système d'enquêtes sur l'enseignement supérieur<br>Exploitation annuelle.  |
| Enquête sectorielle annuelle (ESA), Insee   | DEPS, cellule statistique | Première exploitation de l'ESA sur les secteurs du spectacle vivant.<br>Exploitation annuelle sur les industries culturelles pour fournir des données de cadrage et des éléments de contexte. |

|  |                           |  |
|--|---------------------------|--|
| Dépenses culturelles des collectivités locales   | DEPS                      | Exploitation de l'édition 2011 de l'enquête  |
| <b>EXPLOITATION DE FICHIERS ADMINISTRATIFS</b>   |                           |  |
| Déclarations annuelles des données sociales (DADS), Insee  | DEPS, cellule statistique |  |
| Base de données socioculturelles (BDSC) gérée par le DEPS (sources administratives et enquêtes)  | DEPS, cellule statistique | Publication annuelle « Chiffres clés de la culture »   |
| <b>AUTRES TRAVAUX RÉPÉTITIFS</b>   |                           |  |
| Pratiques culturelles des Français   | DEPS                      | Suite de l'exploitation de l'enquête 2008  |
| Univers culturels des enfants et adolescents   | DEPS et partenaires       | Suite du traitement des données statistiques du « panel 1997 » et de la production d'analyses qualitatives complémentaires |
| Sources spécifiques professionnelles : la Caisse des congés spectacles (intermittents) ; Unedic (intermittents indemnisés par l'Assurance chômage) ; Audiens (intermittents et permanents cotisant au régime des retraites du spectacle) ; ANPE culture-spectacle (demandeurs d'emploi dans les métiers du spectacle) ; Afdas (salariés des entreprises du spectacle ayant bénéficié d'une formation) ; Sacem (auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) ; SACD (auteurs dramatiques et audiovisuels) ; Maison des artistes (arts plastiques) ; et AGESEA (auteurs). | DEPS, cellule statistique | Sources qui permettent, après retraitement des données anonymisées, un suivi approfondi d'un large éventail de professions |
| Panel français de naissances (Elfe), piloté par l'Insee, l'Ined, l'Inserm, la DEPP/Éducation nationale   | DEPS et partenaires       | Enquête lancée en 2011, travaux exploratoires sur les tests  |

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

#### 5. Aspects particuliers du programme 2012

##### 5.1. Aspects « territoires »

Il est à noter que l'enquête statistique nationale régulière sur les dépenses culturelles des collectivités locales intégrera en 2012 les données des collectivités d'Outre-mer.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Dans le cadre d'un travail de réflexion prospective auquel le DEPS participe, portant sur l'évolution de la politique culturelle du ministère, certaines questions d'ordre environnemental et de développement durable seront abordées, rédigées sous forme de fiches synthétiques, notamment celle-ci : quel impact le changement climatique peut-il avoir à l'horizon 2030 sur la politique du ministère de la Culture ?

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques »

Dans le domaine culturel, l'intervention publique et parapublique concerne les dépenses directes (subventions et aides de nature pécuniaire diverses), la fiscalité au sens large (réductions, déductions et crédits d'impôt, taxes diverses, etc.) et la réglementation des marchés (quotas de diffusion, prix unique imposé, droits de la propriété littéraire et artistique, politique de la concurrence, obligations d'investissement...). Pour ces trois modes généraux d'intervention, le DEPS lancera en 2011 une étude permettant de détailler de manière introductive, non technique, pédagogique et critique les méthodes micro-économétriques d'évaluation de politiques publiques qui existent aujourd'hui, en expliquant notamment pour chaque cas quel type de données statistiques est nécessaire pour un travail d'évaluation approprié.

##### 5.4. Aspects « européens »

Le projet ESSnet Culture 2009-2011 rendra son rapport final à Eurostat en septembre 2011 ; ce rapport sera suivi d'une conférence en octobre 2011. Les suites de ces travaux européens sur 2012 ne sont pas définies.

## 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|------------|-------|-----------|--------------|-------|
|            |       |           |              |       |

## 7. Diffusion des travaux

### La valorisation des publications du département

Pour améliorer l'appropriation des études du DEPS, le principe d'association des directions au Comité de pilotage des études a été systématisé. De plus, deux éléments ont été développés :

- chaque publication donne lieu depuis 2008 à une note stratégique adressée au cabinet et aux directeurs indiquant les principaux résultats, les enjeux et les perspectives de traduction en actions publiques ;
- la publication, le cas échéant, de document de travail (ex. étude crédits d'impôts ; note juridique sur les jeux vidéos, note d'analyse économique sur la filière presse) en fonction de l'actualité.

Pour valoriser ses études et enquêtes lancées à partir des programmes validés annuellement en Conseil ministériel des études, les résultats des travaux du département sont publiés, mis en ligne, ou présentés lors de journées, débats, colloques, ou séminaires.

Dans le cadre du programme de valorisation des publications, le DEPS a adhéré en 2010 à l'un des principaux portails de sciences humaines et sociales : revues.org (CNRS), portail de revues en sciences humaines et sociales, ouvert aux périodiques désireux de publier en ligne du texte intégral, espace dédié à la valorisation de la recherche ; Persée, programme de publication électronique de revues scientifiques en sciences humaines et sociales.

Une nouvelle stratégie de valorisation sur le web est à l'étude : veiller, publier, partager en intégrant les médias sociaux, lieux de transmission de la notoriété du DEPS.

Le DEPS reprendra enfin le projet d'intégration d'un outil informatique de gestion et suivi en ligne des contacts presse et médias, des inscrits aux colloques, des listes de diffusion du DEPS....

### La valorisation spécifique des données statistiques du DEPS

Les activités statistiques du DEPS requièrent une valorisation approfondie. En tant que SSM appartenant à la statistique publique, le DEPS a signé avec l'Insee une convention de mise à disposition des données statistiques du DEPS sur le portail de la statistique publique. Il entend également développer la mise à disposition de ses données d'enquêtes pour réutilisation par la recherche dans le cadre du dispositif du Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales, dont le ministère de la Culture et de la Communication est membre depuis 2007.

### Publications envisagées pour 2012

Une présence sur les portails numériques de revues de sciences humaines

À partir de janvier 2011, les numéros des collections Culture études, chiffres et prospective parus depuis 2007 seront présents sur les portails francophones de revue de sciences humaines Cairn.info et Revues.org. Cela assurera une visibilité accrue des travaux d'études et de recherche auprès du public des étudiants et des chercheurs essentiellement, tandis que les données de fréquentation du site du DEPS sur le site culture.gouv.fr ne cessent de progresser.

## Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

| Titre(s) et lien(s)   | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)   | Date de la diffusion | Remarques |
|---|---|--|----------------------|-----------|
| L'emploi salarié dans la culture  | 3   | DADS 2006  | Janvier 2009         |           |
| Les entreprises du commerce de l'art  | 3   | ESA commerce 2006  | Avril 2009           |           |
| Les Dépenses culturelles des collectivités locales en 2006  | 3   | Dépenses culturelles 2006  | Avril 2009           |           |
| L'insertion professionnelle des diplômés des établissements supérieurs de la culture                                | 3   | Génération 2004, Cereq   | Juillet 2009         |           |
| Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique, Éléments de synthèse 1997-2008                            | 4   | Pratiques culturelles 2008   | Octobre 2009         |           |
| Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel en 2008-2009                                     | 3   | Enquête 48 2008-2009   | Décembre 2009        |           |
| Tendances de l'emploi dans le spectacle   | 3   | Sources diverses   | Février 2010         |           |
| Une typologie de l'emploi dans le secteur culturel en 2007  | 3   | DADS 2007  | Mars 2010            |           |
| Diffusion et utilisations des Tic en France et en Europe en 2007  | 3   | ICT 2009   | Mars 2010            |           |
| Chiffres clés 2010. Statistiques de la culture  | 3   | Sources diverses   | Mars 2010            |           |
| L'enseignement spécialisé de la musique, de la danse et de l'art dramatique en 2008-2009                            | 3   | Enquête sur l'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique 2008-2009 | Septembre 2010       |           |
| Fréquentation des équipements culturels   | 3   | Sources diverses   | Septembre 2010       |           |
| L'enfance des loisirs. Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence | 4   | Panel 1997   | Décembre 2010        |           |
| Colloque Cultures et Enfance  | 5   | Panel 1997   | Décembre 2010        |           |

\* type de diffusion :

- 1 - Alimentation de processus aval comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...
- 2- Données détaillées, bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats "4 pages", indicateurs, indices...
- 4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources...
- 5 - Valorisation, communication site Internet dédié, séminaire, conférence...

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

### En 2009

#### CULTURE ETUDES

- Cartes et chèques culture : dispositifs et mises en œuvre, « Culture études 2009-6 », décembre 2006
- Olivier DONNAT, Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique, Éléments de synthèse 1997-2008, « Culture études 2009-5 », octobre 2009
- Pratiques locales de mécénat culturel, « Culture études 2009-4 », octobre 2009
- Claude VAUCLARE, Les événements culturels : essai de typologie, « Culture études 2009-3 », octobre 2009
- Jacqueline EIDELMAN, Benoît CEROUX, La Gratuité dans les musées et monuments en France : quelques indicateurs de mobilisation des visiteurs, « Culture études 2009-21 », mars 2009
- François ROUET, La création dans l'industrie du jeu vidéo, « Culture études 2009-1 », janvier 2009

#### CULTURE CHIFFRES

- Edwige ZADORA, Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel. Année scolaire 2008-2009, « Culture chiffres 2009-6 », décembre 2009
- Éric CLERON, L'insertion professionnelle des diplômés des établissements supérieurs de la culture, « Culture chiffres 2009-5 », juillet 2009
- François ROUET, Les entreprises du commerce de l'art, « Culture chiffres 2009-4 », avril 2009
- Jean-Cédric DELVAINQUIERE, Bruno DIETSCH, Les Dépenses culturelles des collectivités locales en 2006 : près 7 milliards d'euros pour la culture, « Culture chiffres 2009-3 », avril 2009
- Chantal LACROIX, Les dépenses de consommation des ménages en biens et services culturels et télécommunications, « Culture chiffres 2009-2 », mars 2009
- Éric CLERON, Frédérique PATUREAU, L'emploi salarié dans la culture, « Culture chiffres 2009-1 », janvier 2009

#### CULTURE PROSPECTIVE

- Tristan MATTELART, Enjeux intellectuels de la diversité culturelle. Éléments de déconstruction, « Culture prospective 2009-2 », juillet 2009
- Sylvie OCTOBRE, Pratiques culturelles chez les jeunes et institutions de transmission, un choc de cultures ? « Culture prospective 2009-1 », janvier 2009

#### CHIFFRES CLES

- Chantal LACROIX, Chiffres clés 2009, Statistiques de la culture, La Documentation française

#### Hors collection

- Olivier DONNAT, Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique, éditions ministère de la Culture et de la Communication / La Découverte, octobre 2009

#### Autres :

- Les passions culturelles entre engagement total et jardin secret, Olivier DONNAT, Réseaux, Vol 27 - n° 153, janvier-février 2009.
- Pratiques culturelles - Grandes tendances, Olivier DONNAT, in État de la France, éd. 2009-2010, La Découverte.
- La jeunesse au cœur des mutations culturelles, Olivier DONNAT, in Les jeunes en France (sous la direction de B.Roudet), Presses Université de Laval, 2009
- Les nouveaux usagers, les "digital natives", Sylvie OCTOBRE, Dossier sur la relation usagers, Documentaliste /S-I, 2009
- L'enfant en culture : sortir de l'invisibilité statistique, actes du colloque de Nantes mars 2007, Cultures enfantines, 2009
- La culture des jeunes, Sylvie OCTOBRE, in La culture au cœur de l'enseignement, un vrai défi démocratique, actes du colloque organisé le 17 novembre 2008 à Bruxelles Culture et Démocratie, Les Cahiers de Culture et Démocratie, 02, 2009
- Pratiques et représentation des jeunes, Sylvie OCTOBRE, revue Champagne Ardennes, 2009
- Le soutien à l'économie du livre, François ROUET, in Les politiques culturelles, Cahiers français, n°348 Janvier-février 2009.

**En 2010****CULTURE ETUDES**

Nicolas AUBOUIN, Frédéric KLETZ, Olivier LENAY, Médiation culturelle : l'enjeu de la gestion des ressources humaines, mai 2010, 12 p.

**CULTURE CHIFFRES**

Marie GOUYON, Un typologie de l'emploi dans le secteur culturel en 2007, mars 2010, 16 p.

Valérie DEROIN, Diffusion et utilisations des Tic en France et en Europe en 2007, mars 2010, 8 p.

Marie GOUYON, Frédérique PATUREAU, Tendances de l'emploi dans le spectacle, février 2010, 8 p.

Bruno DIETSCH, Marie-Françoise SOTTO', L'enseignement spécialisé de la musique, de la danse et de l'art dramatique en 2008-2009, septembre 2010, 8 p.

Chantal Lacroix, Fréquentation des équipements culturels, septembre 2010, 8 p.

**CULTURE PROSPECTIVE**

L'invention de la prospective culturelle, Texte choisis d'Augustin Girard, janvier 2010, 32 p.

Françoise BENHAMOU, Modèles économique d'un marché naissant : le livre numérique, juin 2010, 16 p.

**CHIFFRES CLES**

Chantal LACROIX, Chiffres clés 2010. Statistiques de la culture, mars 2010, La Documentation française.

**QUESTIONS DE CULTURE**

Sylvie OCTOBRE (sous la dir. de), Enfance et cultures. Transmission, appropriation et représentation, novembre 2010, DEPS/Ministère de la Culture et de la Communication [diffusion La Documentation française].

Sylvie OCTOBRE, Christine DETREZ, Pierre MERCKLE, Nathalie BERTHOMIER, L'enfance des loisirs. Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence, décembre 2010, DEPS/Ministère de la Culture et de la Communication [diffusion La Documentation française].

**PROGRAMME PREVISIONNEL DE PUBLICATIONS POUR 2011****CHIFFRES CLES 2011****CHIFFRES CLES AUDIOVISUEL 2011****CULTURE ETUDES**

Muriel de VRIÈSE, Bénédicte MARTIN, Corinne MELIN, Nathalie Moureau, dominique Sagot-Duvaouroux, Diffusion et valorisation de l'art actuel en région

Françine LABADIE, Françoise ENEL, Politiques d'éducation artistique et culturelle : rôle et action des collectivités locales

Marc BOURREAU, François MOREAU, Pierre SENNELART, La diversité culturelle dans l'industrie de la musique enregistrée

Stéphanie PELTIER, La diversité culturelle dans le domaine du livre

Florence HARTMANN, Éléments d'appréciation de la diversité du marché du film en vidéogramme

Jean-Cédric DELVAINQUIÈRE, Jean-Michel TOBELEM, Évaluer le caractère structurant des actions et des équipements culturels

Sylvie OCTOBRE, Trajectoires culturelles des enfants, de 11 à 17 ans

Milad DOUEIHI, L'état de l'art

Dominique PASQUIER, Le théâtre, une sortie sociale

François HÉRAN, Usages de la langue française dans la recherche

Jean-Michel GUY (dir.), Fréquentation et réception des manifestations artistiques et culturelles dans l'espace public ouvert

**CULTURE CHIFFRES**

Muriel de VRIÈSE, Portrait économique des diffuseurs d'art inscrits à la Maison des artistes

Marie GOUYON, Diversité des carrières d'auteur de l'audiovisuel et du spectacle vivant. Les auteurs de la SACD, 1997-2008

Marie GOUYON, Peintres, graphistes, sculpteurs : les artistes auteurs affiliés à la Maison des artistes en 2009

Marie GOUYON, Écrivains, photographes, compositeurs... les artistes auteurs affiliés à l'Agessa en 2008

Marie GOUYON, L'emploi salarié dans le spectacle en 2008 : une diversité de situations

Bruno MARESCA, Romain PICARD, La consommation des ménages en biens culturels au milieu des années 2000

Bruno DIETSCH, Marie-Françoise SOTTO, (en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale), L'enseignement supérieur artistique et culturel

#### CULTURE PROSPECTIVE

Philippe MOATI, Prospective du commerce physique des biens culturels

Philippe BOUQUILLION, Prospective des industries culturelles

Michel Gensollen, Pourquoi et comment défendre la diversité culturelle

#### CULTURE METHODES

Valérie DEROIN, Nomenclatures statistiques française et européenne

Olivier Vanhée, Interroger des enfants sur leurs pratiques culturelles, questions de méthode

#### QUESTIONS DE CULTURE

Culture & Médias 2030, Prospective de politique culturelle, DEPS/Ministère de la Culture et de la Communication [diffusion La Documentation française].

Delphine NAUDIER, Olivier ROUEFF, Stanislas WIZE, Les Intermédiaires du travail artistique, avril 2011, DEPS/Ministère de la Culture et de la Communication [diffusion La Documentation française].

Jean-Pierre Durand, Joyce Sebbag, Profession graphiste

Actes du colloque Enfance et cultures

**Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement**  
**Service de l'observation et des statistiques - Partie logement**

## 1. Exposé de synthèse

Une enquête sur la Performance énergétique de l'habitat sera réalisée en fin d'année 2012 sur un échantillon de 5000 logements. Elle permettra de connaître le niveau de performance énergétique des logements en service et de caractériser les logements énergivores ainsi que leurs occupants.

Après une première enquête début 2012 auprès des corps de métier, une seconde enquête sur la qualité dans la construction sera réalisée fin 2012 ou début 2013 auprès des prescripteurs que sont les promoteurs, les constructeurs de maisons individuelles, et les organismes HLM.

Avec le vote par le Parlement du projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées, les bases notariales relatives aux transactions immobilières sont appelées à devenir exhaustives. L'étendue de la mission de service public mise à la charge de la profession notariale reste toutefois à préciser par décret.

La diffusion du fichier Filocom sera élargie.

L'ensemble des bailleurs sociaux (et non plus seulement les bailleurs de plus de 1000 logements) sera astreint à fournir les renseignements nécessaires à l'alimentation du répertoire du parc locatif social (RPLS).

## 2. Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête « Performance énergétique de l'habitat » (PEH)

Une enquête Performance énergétique de l'habitat » va être conduite par les sous-directions « énergie » et « logement-construction » du SOeS, en fin d'année 2012, sur un échantillon de 5000 logements. L'enquête consistera à réaliser sur chacun de ces logements un Diagnostic de Performance énergétique (DPE) et à collecter les informations essentielles sur le logement et le ménage qui l'occupe : caractéristiques et consistance du logement, composition familiale et niveau de ressources du ménage, etc.

L'enquête permettra ainsi de connaître le niveau de performance énergétique du stock de logements et de caractériser les logements énergivores et leurs occupants.

- Enquête thématique sur la qualité dans la construction neuve

Une première enquête aura lieu en 2011 auprès des entreprises du bâtiment exécutant les travaux (les différents corps d'état) sur leur positionnement par rapport aux travaux et prestations permettant des économies d'énergie. Une seconde enquête, envisagée pour le premier semestre 2012, sera réalisée auprès des promoteurs immobiliers, bailleurs sociaux et constructeurs de maisons individuelles.

Ces enquêtes pour lesquelles nous avons déjà eu l'avis d'opportunité s'attacheront à décrire la problématique de la qualité sous deux aspects, avec à chaque fois un éclairage sur les aspects environnementaux :

- la qualité dans le processus de construction (les démarches qualité sur le chantier, la garantie dommage ouvrage, la démarche Haute Qualité Environnementale,...)
- la qualité du produit final livré (garanties décennales, quinquennales, avec des réponses très variées de la part des maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre ; nouveaux labels de performances énergétiques des bâtiments, économies d'eau ...).

Les résultats de la 1<sup>ère</sup> enquête seront disponibles fin 2012. Les principaux utilisateurs des résultats sont :

- les pouvoirs publics qui, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, mettent un accent tout particulier sur la qualité de la construction neuve,

- les syndicats professionnels : UNTEC, FPC, FFB, FNTP.

## 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

### • Bases notariales

La profession notariale a créé au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, de sa propre initiative, des bases de données relatives aux mutations immobilières, l'une pour l'Île-de-France (base Bien), l'autre pour le reste de la France métropolitaine et les Dom (base Perval). Non assises jusqu'à présent sur des dispositions législatives ou réglementaires, ces bases de données sont alimentées par les notaires sur la base du volontariat. De fait, si les bases recensent environ les deux-tiers des transactions de logements anciens, elles présentent par endroits des trous de couverture qui rendent délicate leur utilisation à l'échelon régional et surtout local.

Pour y remédier, et compte tenu des recommandations émises par le récent rapport du Cnis sur les statistiques du logement et de l'immobilier (rapport « Vorms »), le Parlement a voté au printemps dernier des dispositions qui instaurent, pour la profession notariale prise dans son ensemble (c'est-à-dire les notaires + le Conseil supérieur du notariat), une mission de service public consistant à collecter, centraliser et diffuser l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux, ce qui – outre les mutations de logements anciens – comprend les ventes de logements neufs, ainsi que les mutations de terrains et de locaux non résidentiels. Le texte prévoit qu'un décret en Conseil d'État fixe la liste des informations à transmettre par les notaires au Conseil supérieur du notariat, ainsi que les modalités de rediffusion des informations ainsi collectées. Par le biais de cette disposition législative, les bases notariales deviendront exhaustives, car en vertu du règlement de la profession, les notaires sont tenus d'alimenter les bases de données assises sur un acte législatif ou réglementaire. L'étendue de la mission de service public mise à la charge de la profession notariale reste toutefois à préciser par le décret d'application.

### • Répertoire du parc locatif social

L'article 112 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion a introduit dans le code de la construction et de l'habitation un article L. 411-10 créant le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux, en lieu et place de l'enquête sur le parc locatif social (EPLS). Le répertoire vise à améliorer la connaissance du parc locatif social et, ce faisant, le pilotage des politiques de l'habitat.

Les bailleurs sont tenus de transmettre une fois par an les renseignements nécessaires à l'alimentation du répertoire, l'unité statistique en est le logement, le questionnaire se limite à quelques éléments essentiels (présents dans les – et aisément extractibles des – systèmes d'information des bailleurs) et l'ensemble des services de l'État et des collectivités territoriales ayant compétence en matière d'habitat auront accès aux données comme le précise le décret n° 2009-1485 du 2 décembre 2009 et l'arrêté du 5 janvier 2010 pris en application de l'article R. 411-3 du code de la construction et de l'habitation détaillant les informations fournies par les bailleurs sociaux.

Les plus gros organismes (plus précisément ceux qui possèdent plus de 1000 logements) ont répondu pour la première fois en 2011. Pour les plus petits, c'est à compter de 2012 que la réponse au RPLS est obligatoire.

## 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Néant.

## 3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives                                     | Unité responsable | Observations    |
|--|-------------------|-----------------|
| <b>Enquêtes</b>  |                   |                 |
| Prix des terrains à bâtir (EPTB)                           | Bureau SLC1       | cf. 3.1. infra. |
| Commercialisation des logements neufs (ECLN)               | Bureau SLC1       | cf. 3.1. infra. |
| Indice du prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA) | Bureau SLC2       | cf. 3.1. infra. |
| ICC Prix de revient des logements neufs (PRLN)             | Bureau SLC2       | cf. 3.1. infra. |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>             |                   |                 |
| Filocom  | Bureau SLC3       | cf. 3.2. infra. |
| Sitadel  | Bureau SLC1       | cf. 3.2. infra. |
| Fichiers du prêt à taux zéro                               | Bureau SLC1       | cf. 3.2. infra. |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>                           |                   |                 |
| Compte satellite du logement                               | Bureau SLC3       | cf. 3.3. infra. |

### 3.1. Les enquêtes

- Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)

L'enquête sur le prix des terrains à bâtir a été lancée en 2006. Cette enquête, réalisée chaque année, fournit des informations sur les ménages ayant obtenu un permis de construire pour l'édification d'une maison individuelle, sur la consistance de la maison et sur son mode de chauffage, sur son prix ainsi que sur le prix et les caractéristiques du terrain. L'enquête sera poursuivie en 2012.

- Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

ECLN est une enquête trimestrielle réalisée auprès des promoteurs immobiliers, pour connaître leurs mises en vente de logements, le nombre et le prix des logements vendus, ainsi que l'encours des logements proposés. Les résultats sont publiés par région et par nombre de pièces des logements, en distinguant l'habitat collectif et l'habitat individuel (groupé). L'enquête couvre la France métropolitaine et est exhaustive sur les programmes d'au moins cinq logements destinés à la vente auprès de particuliers.

- L'indice du coût de la construction (ICC) et l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)

L'indice du coût de la construction (ICC) est calculé et publié par l'Insee à partir des données de l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN) réalisée par le SOeS. Le passage à la méthode hédonique pour le calcul de l'indice est intervenu pour l'indice du 4<sup>e</sup> trimestre 2009, publié en avril 2010. Ce changement de méthode a permis un allègement substantiel du questionnaire et des documents collectés.

- L'indice des prix de l'entretien-amélioration de logements (IPEA)

Dans son avis de conformité n°74/D131 du 20 septembre 2010, le comité du label a attribué à l'enquête IPEA le label d'intérêt général et de qualité statistique. 2012 sera la dernière année du calcul de cet indice avec l'application des indices de prix de vente industriels (IPVI). Le transfert de l'IPEA à l'Insee est envisagé, à un horizon qui reste à préciser. Le SOeS n'est a priori plus en mesure de réaliser l'enquête à partir de 2013 du fait des changements des systèmes informatiques en cours à l'Insee (abandon des sites MVS et donc de l'application MVI qui fonctionne dans cet environnement). Des solutions alternatives sont à l'étude ; dans le cas (hélas probable) où elles ne pourraient être mises en œuvre, en dernier recours il sera envisagé de calculer l'indice par étalonnage sur d'autres indicateurs tels que l'indice de coût BT50 et le taux d'utilisation des capacités de production. Une telle solution ne pourrait toutefois revêtir – au mieux – qu'un caractère transitoire.

- Les enquêtes mensuelles de branche dans le bâtiment (B) et les travaux publics (TP)

Les enquêtes mensuelles de branche sont réalisées par voie postale par les fédérations professionnelles (FFB et FNTP) auprès des entreprises ayant une activité de bâtiment ou de travaux publics à titre principal ou secondaire. L'enquête sur les travaux publics a pour objectif de fournir des indicateurs conjoncturels : travaux réalisés, salaires payés, marchés conclus, effectifs ouvriers permanents et heures travaillées sur les chantiers. L'enquête sur le bâtiment a pour objectif de contribuer au calcul de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) de l'Insee et des indices d'activité et d'emploi et de salaire de la profession.

### 3.2. Exploitation de fichiers administratifs

- FILOCOM

Dans le cadre d'un protocole avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP), le service de l'observation et des statistiques (SOeS) dispose tous les deux ans (années impaires) de données fiscales et foncières issues du mariage des fichiers de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des propriétaires et des propriétés bâties. En 2011, exceptionnellement, le SOeS dispose en outre des données au 1/1/2010. Une actualisation du protocole liant la DGFIP et le SOeS a été mise en chantier fin 2010 et se poursuit en 2011. Elle vise à élargir la liste des destinataires et des thèmes d'exploitations du fichier. Elle permettra en outre une diffusion sur Internet de données en structure sous forme cartographique.

Ce fichier fournit une information de première importance sur le couple logement-occupant. Son apport principal repose, outre son exhaustivité, sur une information à un niveau géographique très fin, la connaissance des revenus des occupants et la possibilité d'effectuer des études longitudinales. Le fichier permet en outre de connaître l'âge du parc de logements et la durée d'occupation. Utilisées en liaison avec d'autres sources, les données contenues dans ce fichier enrichissent l'analyse des situations locales d'habitat.

Le champ longitudinal se circonscrit au logement (présence d'un identifiant logement). Il a permis notamment la réalisation en 2006 d'une étude réalisée pour la Cour des comptes sur le parc locatif social sur la période 1999-2005, en 2007 d'une étude pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur les ménages à bas revenus, et en 2008 d'une étude sur la mobilité résidentielle. Ces deux dernières ont été actualisées en 2009. Par ailleurs, en 2010, une étude sur les ménages multi-proprétaires a été réalisée.

Il conviendrait de renforcer la dimension longitudinale par l'ajout d'un identifiant individu qui permettrait de suivre la trajectoire résidentielle des personnes. Une première piste consistant à demander à la DGFIP l'ajout de cet identifiant aux variables actuellement fournies s'était révélée infructueuse en 2008. Le SOeS s'était alors penché en 2009 sur des travaux visant à générer cet identifiant grâce aux techniques de hachage-chaînage utilisées en épidémiologie (modèles probabilistes reposant sur le calcul de scores). La quantité d'information du fichier permettant d'identifier précisément chaque individu s'était révélée trop faible, générant un nombre de ménages en doublon trop grand pour opérer la création d'un système fiable d'identifiants cryptés. Dans le cadre de l'actualisation du protocole, le SOeS réitère sa demande d'un identifiant individuel.

Par ailleurs, en vue de créer un fichier DOM, une expertise basée sur une confrontation avec d'autres sources (RP) a été menée en partenariat avec les services déconcentrés du ministère de l'écologie. Ces comparaisons laissent apparaître des écarts qui demeurent trop importants pour pouvoir diffuser un fichier DOM (les écarts sont moindres pour les départements de la Réunion et de la Martinique que pour ceux de la Guadeloupe et de la Guyane).

- Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels (Sitadel)

La nouvelle application d'architecture nationale (Sit@del2) a été mise en place début avril 2009. En 2010, l'application a été stabilisée et donne satisfaction. Des améliorations des outils ont été réalisées en 2010. L'accès Internet via [monservicpublic.fr](http://monservicpublic.fr) pour les pétitionnaires désireux de saisir en ligne leur Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) est prévu fin 2011. La saisie des Déclarations attestant de l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) est programmée pour 2012.

En 2012, des réflexions seront engagées sur les aspects statistiques (sous réserve de faisabilité) : publications d'estimations en dates réelles, géolocalisation des données, publication de séries de logements achevés. Il s'agit de travaux s'inscrivant dans le cadre des orientations de moyen terme du service.

- Fichiers des bénéficiaires du Prêt à taux zéro (PTZ)

Le SOeS exploite de longue date à des fins statistiques le fichier des bénéficiaires du PTZ confectionné par la Société de gestion du fond de garantie de l'accession sociale (SGFGAS) pour le compte de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP). Ce fichier permet les chiffrages des aides publiques correspondantes dans le cadre du compte satellite du logement, et a fait l'objet de plusieurs publications autonomes visant à décrire le profil des bénéficiaires.

Le SOeS souhaite maintenant pouvoir accéder également aux fichiers des bénéficiaires de l'éco-PTZ et du PTZ+, et dépose une demande d'accès en ce sens au titre de l'article 7bis de la loi du 07 juin 1951.

### **3.3. Autres travaux**

- Le compte satellite du logement

Les séries de comptes du logement couvrent les années 1984 à 2010. Les évolutions des loyers sont reprises dans le cadre central des comptes nationaux et sont transmises à Eurostat pour le calcul des parités de pouvoir d'achat.

Les méthodes de chiffrage de l'investissement, des locaux d'hébergement et des aides publiques au logement seront expertisées, et la chaîne de traitement sera refondue en conséquence. La coordination du chiffrage du compte avec les évaluations de la comptabilité nationale sera confortée. En 2011 et 2012 est mené un travail de réflexion en vue de régionaliser les parties du compte qui peuvent l'être. On estimera par ailleurs la subvention implicite dont bénéficient les locataires HLM sous la forme d'un loyer inférieur à celui du marché.

La réduction des délais de production, entreprise en 2009, a été poursuivie en 2010. Le rapport afférent aux années 2009 et 2010 a été confectionné fin novembre.

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

## 5. Aspects particuliers du programme 2012

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La création par voie législative d'une mission de service public, à la charge de la profession notariale, de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux a précisément pour objet de garantir l'exhaustivité des bases notariales de façon à permettre leur exploitation à l'échelon régional ou local.

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

### 5.2. Aspects environnement

Le SOeS compte exploiter le fichier des bénéficiaires de l'éco-PTZ, pour mieux connaître ceux-ci ainsi que les montants en jeu (cf. 3.2. supra). Les considérations relatives à la performance énergétique sont un aspect essentiel de l'enquête thématique sur la qualité dans la construction neuve (cf. 2.1 supra.). L'enquête EPTB inclut un questionnaire rénové en 2010 sur les modes de chauffage (énergies renouvelables). Enfin, la géo-localisation de Sitadel devrait contribuer à la connaissance et à la mesure de l'étalement urbain.

### 5.3. Aspects européens

L'enquête CIS 2010, d'initiative européenne, a lieu en 2011.

## 6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations   | Prévision   | Observations  | Suivi   |
|--|---|---|---|
| Suivi des permis de construire et des mises en chantier (Sit@del2) | Mise en place de la nouvelle application en 2009                                |   | Application pleinement stabilisée.  |
| Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux            |   | Répertoire créé par l'art.112 de la loi de mobilisation pour le logement. Décret et arrêté parus. | Le répertoire se met en place à présent, conformément au calendrier prévu                         |
| Enquêtes thématiques auprès des entreprises de la construction     |   | La collecte des enquêtes sur la « qualité » sera entièrement sous traitée                         | La réalisation des enquêtes a été retardée d'un an, pour mettre en place la sous-traitance        |
| Refonte du mode de collecte de l'enquête ICC-PRLN                  |   |   | Fiabilisation et réduction des délais : en cours de réalisation.                                  |
| Compte satellite du logement                                       | Refonte des chaînes de production investissement, aides et locaux d'hébergement |   | Réduction des délais : en cours de réalisation.<br>Documentation et réflexion méthodologique.     |
| Filocom  | Redéploiement de la diffusion   | Le protocole DGFIP-SOeS sera actualisé dans le courant de l'année 2011                            | Diffusion sous Géokit3 en septembre 2010.<br>Diffusion sous un Intranet restreint début mars 2011 |

## 7. Diffusion des travaux

- Filocom

En 2011 et 2012, la diffusion du fichier sera très significativement étendue. A cette fin, un fichier secrétisé (confidentialisé) a été confectionné. Cette opération, auparavant dévolue aux statisticiens régionaux en Dreal, est effectuée en amont. Cela assurera l'homogénéisation des pratiques et allège la charge de travail de ceux-ci. Depuis l'été, les chargés d'études en Dreal et DDT ont un accès sécurisé et restreint aux données agrégées issues de Filocom. En 2012 un nouveau vecteur de diffusion (Géoidd qui allie cartographie dynamique et tableaux chiffrés) touchera un public plus large d'utilisateurs (collectivités territoriales, voire le grand public).

- RPLS

Le décret n° 2009-1485 du 2 décembre 2009 pris en application de l'article 112 de la loi de mobilisation pour le logement (qui crée le répertoire RPLS) fixe les modalités de diffusion des données et des résultats du répertoire. Il prévoit que la totalité des données individuelles du répertoire sont communiquées aux services de l'État et aux collectivités territoriales en charge de la politique du logement, ainsi qu'aux personnes morales de droit public et aux personnes privées chargées d'une mission de service public dans le domaine du logement. Toute autre personne pourra également obtenir un extrait du répertoire. La diffusion de résultats agrégés est également prévue, jusqu'à l'échelon communal.

- Bases notariales

Le projet de décret en cours d'élaboration prévoit la diffusion gratuite d'indicateurs de prix médian des logements et de nombre de mutations, sur le champ des logements anciens, tous les trois mois, par région, département, arrondissement, et agglomération de plus de 100.000 habitants. En dehors de cette diffusion standard gratuite, tout demandeur pourra obtenir des tableaux à façon, moyennant le paiement d'une redevance dont le mode de calcul sera fixé par arrêté.

### Liste des publications diffusées effectivement en 2010

| Titre(s) et lien(s)  | Type de diffusion selon la codification * | Enquêtes concernée(s) (intitulé et date) | Date de la diffusion | Remarques |
|--|---|--|----------------------|-----------|
| Chiffres et statistiques « La construction de logements »  | 3   | Sit@del2                                 | 1 fois par mois      |           |
| Données locales - statistiques « La construction de logements »  | 2   | Sit@del2                                 | 1 fois par mois      |           |
| Chiffres et statistiques « La construction de locaux non résidentiels »  | 3   | Sit@del2                                 | 1 fois par mois      |           |
| Données locales - statistiques « La construction de locaux non résidentiels »  | 2   | Sit@del2                                 | 1 fois par mois      |           |
| Chiffres et statistiques « Commercialisation des logements neufs »   | 3   | ECLN                                     | 1 fois par trimestre |           |
| Données locales secrétisées - statistiques « Commercialisation des logements neufs »                                     | 2   | ECLN                                     | 1 fois par trimestre |           |
| Chiffres et statistiques « Enquête sur le prix des terrains à bâtir »  | 3   | EPTB                                     | 1 fois par an        |           |
| Chiffres et statistiques « Le parc locatif social au 1 <sup>er</sup> janvier »   | 3   | EPLS / RPLS                              | 1 fois par an        |           |
| Chiffres et statistiques « L'indice de prix des travaux d'entretien-amélioration de logements – résultats trimestriels » | 3   | IPEA                                     | Trim.                |           |

|  |   |   |                |  |
|--|---|---|----------------|--|
| « Travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants (2007-2009) », Études des documents, n°29, novembre 2010             | 4 | Enquête thématique<br>Entretien-<br>Amélioration des<br>bâtiments | Ponctuelle     |  |
| « 254 millions de tonnes de déchets produits par l'activité de construction en France en 2008 », collection Chiffres et statistiques, n°164 octobre 2010 | 3 | Enquête Déchets et déblais  | Ponctuelle     |  |
| « Les dépenses en logement : 22,6 % du Pib », Le Point Sur n°71, janvier 2011  | 4 | Comptes du logement   | Annuelle       |  |
| « Comptes du logement – résultats provisoires 2008 et premières estimations 2009 », les rapports du SOeS collection références, CGDD, mars 2010          | 4 | Comptes du logement   | Annuelle       |  |
| « Comptes du logement – édition 2011 (comptes 2009 et 2010) », les rapports du SOeS collection références, CGDD, mars 2011                               | 4 | Comptes du logement   | Annuelle       |  |
| « La dépense en logement ralentit avec le repli de l'activité immobilière », Le Point Sur n° 44, mars 2010   | 4 | Comptes du logement   | Annuelle       |  |
| « Cinq millions de ménages multi-propriétaires », Le Point Sur n° 49, avril 2010   | 4 | Filocom et enquête logement                                       | Ponctuelle     |  |
| « L'étalement urbain au cours de la période 2005-2008 », l'environnement en France, Les rapports du SOeS, collection références, mai 2010                | 4 | Sitadel   | Tous les 4 ans |  |
| « L'humidité dans les logements touchait un ménage sur cinq en 2006 », Le Point Sur n° 61, septembre 2010  | 4 | Enquête logement  | Ponctuelle     |  |
| « Du bruit dans son logement : près d'un français sur trois concerné », Le Point Sur n° 68, décembre 2010  | 4 | Enquête logement  | Ponctuelle     |  |

\* type de diffusion

1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*

2- Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*

3 - Chiffres clés, principaux résultats *"4 pages", indicateurs, indices...*

4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources...

5 - Valorisation, communication *site Internet dédié, séminaire, conférence...*

**Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales  
et de l'immigration**  
**Département des statistiques, des études et de la documentation**

## **1 - Exposé de synthèse**

Le SSM-Immigration-Intégration exploite les sources administratives dont le ministère est propriétaire : titres de séjour, visas et acquisitions de la nationalité française. Les travaux qu'il a engagés visent à produire des fichiers statistiques annuels à partir desquels il répond à la demande ponctuelle et confectionne les tableaux utiles au rapport annuel.

Le SSM-Immigration-Intégration traite les résultats des enquêtes statistiques avec une approche spécifique des populations immigrées, ou de la deuxième génération quand cela est possible. Il s'agit notamment de l'EEC, de l'ERFS et des EAR. Ces travaux donnent lieu à publications, comme précisés en annexe. La première vague de l'enquête ELIPA a donné lieu à une première exploitation dont les résultats sont présentés dans la ligne éditoriale Infos Migrations. L'année 2012 sera consacrée à l'exploitation de la deuxième vague, avec une approche longitudinale pour apprécier les trajectoires des migrants pendant la première année suivant l'obtention de leur premier titre de séjour.

L'Insee Références sur les populations immigrées et leurs descendants sera publié en septembre 2012. La rédaction en chef de cet ouvrage est partagée par l'Insee et le DSED.

Le comité de programmation des enquêtes et études (CPEE) s'est réuni pour la troisième année d'existence du SSM-Immigration-Intégration, en janvier 2011. Les difficultés prévisibles pour maintenir le rythme de montée en charge du dispositif d'enquêtes ont conduit à surseoir au lancement en 2012 de l'enquête auprès des bénéficiaires d'une première carte de résident ; celle-ci pourrait être reportée en 2014, après la troisième vague d'ELIPA.

L'évaluation de l'opération « Ouvrir l'école aux parents », partie des politiques publiques du domaine de l'intégration, pourrait se concrétiser en 2012 dans le cadre d'un appel à projet.

## **2 – Travaux nouveaux pour 2012.**

Le programme 2012 s'articule autour des deux axes : celui des enquêtes statistiques du secrétariat général à l'immigration et à l'intégration (SGII) et d'autres enquêtes de la statistique publique, permettant d'identifier les populations immigrées et leurs descendants ; celui de l'exploitation des sources administratives dont le SGII est maître d'ouvrage ou sous la responsabilité d'organismes dont il a la tutelle.

### **2.1 – Enquêtes.**

- Pas d'enquêtes nouvelles en 2012.

### **2.2 – Exploitations nouvelles de sources administratives.**

- Les retards s'accumulent dans la livraison d'AGDREF2, rénovation importante de l'application de suivi des documents de séjour demandés et délivrés. La phase de test est reportée au second semestre 2011. De même, l'accès direct du SSM à l'infocentre (EOLE) de l'application RMV (réseau mondial visas) n'a été effectif qu'en juin 2011, ce qui décale aussi la programmation initiale sur la mise aux normes statistiques des fichiers de cette application. L'année 2012 devrait voir se concrétiser ces investissements.
- Le rapprochement des données AGDREF avec celles enregistrées par l'OFII au moment de la signature des CAI (contrat d'accueil et d'intégration) est une opération suspendue à l'aboutissement de la refonte du système d'information de l'OFII. Il est probable que cette réconciliation des sources n'aboutisse pas avant 2012.

### **2.3 – Autres travaux statistiques**

- Fin 2010, le SSM a produit un tableau de bord de l'intégration, répondant par là à une demande très ancienne du HCI. Cette première livraison ne couvre pas l'ensemble du champ des domaines prévus. L'exploitation de TeO et d'ELIPA devrait permettre de boucler, courant 2012, une extension des indicateurs pour mesurer le niveau de maîtrise linguistique des populations-cible du SGII. D'autres pistes pour apprécier la participation à la société civile sont en cours de réflexion (élections professionnelles, par exemple) et pourraient donner lieu à production d'indicateur(s) en 2012.
- Le rapprochement des sources des EAR et AGDREF fait l'objet de travaux communs, entrepris par la DSDS et le SSM depuis septembre 2011.

### 3 – Opérations répétitives

Les seules opérations répétitives concernent l'exploitation des sources administratives autrefois réalisées par le ministère de l'intérieur, l'ex-direction de la population et des migrations et les services producteurs.

#### TRAVAUX REPETITIFS

| Thèmes et opérations  | Unité responsable | Observations   |
|---|-------------------|--|
| Exploitation du fichier des bénéficiaires de titres de séjour.  | SGII              |  |
| Exploitation du fichier des naturalisations.  | SGII              |  |
| Exploitation du fichier des visas.  | SGII              |  |
| Exploitation de la collecte en provenance des préfectures concernant les mesures prononcées d'éloignement, les laissez-passer consulaires, les attestations d'accueil, etc. | SGII              |  |
| Retraitement des données des mesures exécutées d'éloignement ; des index de l'État 4001 ; de l'asile ; des contrats d'accueil et d'intégration et des visites médicales.    | SGII              | Les données de base sont transmises au DSED par la DCPAF, DCPJ, l'OFPRA et l'OFII. |
| Traitement et transmission des données d'immigration et d'asile à Eurostat.   | SGII              | En liaison avec l'OFPRA et l'Insee (e-DAMIS).                                      |
| Exploitation de diverses sources (EEC, EAR, État-civil, DADS...) sur les populations immigrées.   | SGII              | En liaison avec l'Insee  |

### 4 – Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

### 5 – Aspects particuliers du programme 2012

#### 5.1 – Aspects régionaux et locaux

Cette préoccupation se situe essentiellement sous l'angle de l'étude des concentrations territoriales des immigrés, à partir notamment des données du recensement de la population. Plusieurs sources administratives permettent des informations localisées (par exemple : titres de séjour, visites médicales) et pourraient être mobilisées à la demande. Elles pourraient être combinées avec les données du RP.

#### 5.2 – Aspects "développement durable"

Sans objet

### 5.3 – Aspects évaluation des politiques publiques

Le CPEE portant sur l'année 2011, avec des incidences sur le programme de travail 2012, a retenu la possibilité de lancer l'évaluation de l'opération en expérimentation « Ouvrir l'école aux parents ». Une première réflexion sera menée sur le plan méthodologique, notamment en prenant en compte la méthode d'évaluation mise en œuvre pour « la mallette des parents » (suivi d'enfants scolarisés en 6<sup>e</sup>). L'opération « Ouvrir l'école aux parents » s'inscrit dans la politique publique de l'intégration. Elle vise à rapprocher les parents et leurs enfants scolarisés et les équipes enseignantes, et œuvre ainsi à l'égalité des chances. L'opération est en phase d'expérimentation depuis 3 ans. L'évaluation aura pour objet de vérifier la pertinence des actions engagées et d'éclairer la décision d'étendre ou non cette opération à l'avenir.

Les prochaines directives européennes visant à faciliter les transferts de personnels entre compagnies et l'emploi de travailleurs saisonniers devraient donner lieu à transposition en droit français probablement en 2012. La présentation des projets de loi ad hoc comprendra des études d'impact, dont la partie socio-économique sera prise en charge par le DSED.

L'exploitation par le DSED d'ELIPA comprendra une étude menant à diverses publications sur l'évaluation de la prescription de cours de français aux primo-arrivants dont le niveau linguistique est jugé insuffisant. Cette évaluation se fera en comparant les bénéficiaires de ces prescriptions aux personnes non bénéficiaires de niveau linguistique comparable et aux personnes non bénéficiaires de meilleur niveau. Les effets sur l'intégration (travail, logement, réseau social) seront recherchés.

### 5.4 – Aspects "européens"

- Le SSM-Immigration est chargé de répondre aux exigences du règlement européen relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale (n° 862/2007 du 11 juillet 2007). A ce titre, il collationne auprès des divers producteurs concernés (notamment, l'Insee et l'OFPRA) les réponses à fournir à Eurostat aux articles 3 à 8 de ce règlement. L'Insee se charge, par ailleurs, de répondre au questionnaire commun des Nations-Unies pour lequel le SSM fournit les données dont il dispose.
- Le chef du département est aussi en charge de représenter le SGII comme point de contact national (PCN) du réseau européen des migrations (REM). Le programme annuel de travail du réseau comprend notamment la production de statistiques sur l'immigration et d'un rapport sur l'évolution des politiques, dite méthode de suivi du Pacte européen sur l'immigration et l'asile ; la participation des 27 États membres permet à la Commission de réaliser une synthèse européenne. Un travail comparable est celui demandé dans le cadre du SOPEMI<sup>1</sup> de l'OCDE qui contribue à la publication annuelle d'un document de synthèse : Perspectives des migrations internationales.

## 6 – Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2009-2013

| Opérations   | Unité | Prévision          | Observations         | Suivi            |
|--|-------|--------------------|----------------------|------------------|
| ELIPA  |       | 2009, 2010 et 2012 |                      | décalage : 1 an  |
| Enquête auprès des bénéficiaires d'une carte de résident |       | Report en 2014     | CNIS en 2012 ou 2013 | décalage : 3 ans |
| Enquête auprès des naturalisés                           |       | Report en 2015     | CNIS en 2013 ou 2014 | décalage : 3 ans |

## 7– Diffusion des travaux

Contribution au rapport annuel au Parlement du CICI.

Contribution annuelle au SOPEMI.

Travaux statistiques dans le cadre du programme annuel du Réseau européen des migrations (REM).

<sup>1</sup> Système d'observation permanente des migrations.

Tableau de bord des indicateurs de l'intégration.

Diffusion sous forme de 4-pages accessibles sur le site du ministère, Collection Infos Migrations

Contributions à l'Insee Références de 2012 :

Vue d'ensemble

Fiches thématiques

Un dossier rédigé par le DSED (intégration des primo-arrivants, en particulier sur le marché de l'emploi, utilisation des deux premières vagues d'ELIPA).

**Annexe :**  
**Liste au 1<sup>er</sup> novembre 2011**  
**des publications diffusées en 2010-2011**

Publication de l'Atlas des populations immigrées, édition en mars 2011 (papier et Internet, site SGII)

[Tableau de bord de l'intégration](#) (tirage papier limité, mais accès sur le site du SGII)

Autres documents accessibles sur le site du SGII à

[http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=dossiers\\_det\\_res&numrubrique=232&numarticle=2021](http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=dossiers_det_res&numrubrique=232&numarticle=2021)

- § -

*Infos migrations n° 25 - septembre 2011*

Les acquisitions de la nationalité française en 2010 Auteur : Yannick Croguennec

*Infos migrations n° 24 - septembre 2011*

L'accueil des bénéficiaires des programmes « Irak » et « Malte » Auteur : Yves Breem

*Infos migrations n° 23 - mai 2011*

Le chômage des jeunes descendants d'immigrés Auteur : Yves Breem

*Infos migrations n° 22 - avril 2011*

Les femmes immigrées signataires du CAI en 2009 Auteur : Virginie Jourdan

*Infos migrations n° 21 - février 2011*

La mobilité résidentielle des nouveaux migrants Auteur : Sophie Garcin

*Infos migrations n° 20 - février 2011*

La population étrangère en 2007 Auteur : Yannick Croguennec

*Infos migrations n° 19 - janvier 2011*

Enquête ELIPA - Les nouveaux migrants en 2009 Auteur : Corinne Régnard

*Infos migrations n° 18 - janvier 2011*

L'insertion professionnelle des immigrés et de leurs descendants en 2009 Auteur : Yves Breem

*Infos migrations n° 17 - décembre 2010*

Sous emploi et précarité chez les immigrés Auteur : Yves Breem

*Infos migrations n° 16 - août 2010*

L'intégration « à la française » : plus de 130 000 nouveaux Français chaque année Auteur : Corinne Régnard

*Infos migrations n° 15 - juillet 2010*

Les descendants d'immigrés Auteur : Yves Breem

*Infos migrations n° 14 - février 2010*

L'insertion professionnelle des immigrés en 2008 Auteur : Yves Breem

**Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative**  
**Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative**  
**Mission des études, de l'observation et des statistiques**

## 1 - Exposé de synthèse

La « mission des études, de l'observation et des statistiques » est rattachée depuis le début du mois de septembre 2008 à direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), elle-même placée sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative depuis le 15 novembre 2010. Ce positionnement ne remet pas en cause la transversalité des missions de la MEOS qui continuent de s'inscrire dans le champ « jeunesse, sport et vie associative ».

Dans le cadre du programme moyen terme 2009-2013, trois axes prioritaires ont été retenus. Ils visent à améliorer la connaissance dans trois domaines : la pratique sportive en France, l'emploi associatif et le poids économique du sport.

Concernant la pratique sportive, une enquête nationale sur les activités physiques et sportives des résidents français a été réalisée au premier semestre 2010. Cette enquête vise à mettre en évidence des évolutions au sein des pratiques traditionnelles, ainsi que l'émergence de nouvelles pratiques, en particulier dans le domaine des sports de nature. Les résultats de cette enquête, financée par le Centre National du Développement du Sport (CNDS), devraient contribuer à éclairer les politiques relatives au financement des équipements sportifs par une meilleure connaissance des besoins. Les premiers résultats ont été diffusés au début de l'année 2011. Une deuxième étude consacrée aux disciplines physiques et sportives sera publiée fin 2011. La publication d'un ouvrage est programmée pour le deuxième trimestre de l'année 2012.

L'emploi dans le secteur associatif repose sur plusieurs composantes : le bénévolat, le volontariat et le salariat. C'est cette dernière composante que l'on souhaite étudier, en caractérisant les associations employeuses de salariés, les salariés employés par ces associations et leurs conditions d'emploi. Ces travaux, prévus initialement au deuxième trimestre 2010, ont pu débuter au quatrième trimestre 2009. Les premiers traitements se sont centrés sur la démographie des associations, en particulier le nombre d'entreprises, d'établissements, l'activité économique, le caractère marchand ou non, l'effectif salarié, la localisation géographique... Les premiers tableaux ont été diffusés à l'été 2010. Les travaux concernant les salariés employés par ces associations démarreront en début d'année 2012 sur la base des DADS 2009.

Une meilleure connaissance de l'économie du sport nécessite d'enrichir le système d'information sur les différents acteurs économiques de ce secteur. Cette préoccupation s'inscrit directement dans les travaux européens liés à la mise en place d'un compte satellite du sport. Les premières réunions du groupe de travail, qui ont débuté fin 2006, ont permis de d'aboutir à la définition d'un périmètre « sport ». Il s'agit à présent de procéder à un chiffrage de l'activité économique liée directement ou indirectement à cette définition de l'activité « sport ».

## 2 - Travaux nouveaux pour 2012

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête 2010 sur « les activités physiques et sportives en France »

Cette enquête reprend les principaux thèmes de celles qui avaient été menées en 2000 et en 2003. La dernière enquête s'appuyait sur le dispositif EPCV de l'INSEE, tandis que celle de 2000 avait été pilotée directement par la mission statistique du ministère en charge des sports et l'INSEP.

L'objectif est de décrire précisément la pratique sportive, qu'elle soit autonome ou encadrée, et de faire apparaître, dans la mesure du possible, des pratiques émergentes. Elle permettra d'évaluer le nombre de licenciés et de décrire le profil socio-économique des pratiquants. Quelques questions sur l'accidentologie liée à la pratique sportive complètent le questionnaire.

Un avis d'opportunité a été soumis au CNIS lors de l'inter-formation statistiques sociales qui s'est réunie le 27 novembre 2008 et le conseil a émis un avis favorable. Le passage au comité du label s'est déroulé le 7 décembre 2009 et la méthodologie du projet d'enquête a été validée.

Le prestataire retenu, suite à l'appel d'offres lancé au deuxième trimestre 2009, a démarré la collecte des données en janvier 2010 et la collecte s'est achevée à la fin avril 2010. Les premiers résultats ont été diffusés en février 2011 (Stat-info 10-01). Un second Stat-info sera publié fin 2011 et un ouvrage, en cours de rédaction, paraîtra dans la collection de l'INSEP « Statistiques – Repères et analyses » au deuxième trimestre 2012. Des travaux d'approfondissement complémentaires seront menés tout au long de l'année 2012.

- Exploitation des données du panel SRCV

Les données du module « vie associative » de l'enquête SRCV, fournis en mars 2011 par l'INSEE pourront faire l'objet d'exploitations permettant d'approfondir la connaissance du monde associatif.

L'exploitation des données du module « pratique sportive » qui devraient être livrés en 2012 permettra d'améliorer la connaissance des pratiques sportives en France, en complément des données de l'enquête 2010 sur la pratique physique et sportive en France

- Enquête CEREQ génération 2007

L'enquête a été menée par le CEREQ en 2010 avec une extension spécifique sur les diplômés des champs du sport et de l'animation. Les données viennent d'être mises à la disposition de la MEOS en octobre 2011. L'exploitation commencera fin 2011 et se poursuivra tout au long de l'année 2012. Les premiers résultats feront l'objet d'un Stat-Info qui pourrait être diffusé au second semestre 2012.

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012**

La MEOS, en collaboration avec le bureau « développement de la vie associative, du volontariat et du bénévolat » de la DJEPVA, a signé deux conventions avec l'INSEE pour disposer de CLAP, ainsi que des DADS relatives au champ des associations. L'objectif est d'analyser les caractéristiques des associations employeuses et de leurs salariés, ainsi que de produire des études sur le thème de l'emploi associatif.

Il s'agira de procéder à une analyse exploratoire des variables au niveau national et départemental, par secteur d'activité et par tranches d'effectifs. Dans un premier temps, les travaux ont porté sur l'année 2007.

Les données observées concernent principalement :

- La démographie des associations employeuses, leurs caractéristiques, leurs effectifs salariés, les masses salariales versées,
- La démographie des salariés, leurs caractéristiques, les salaires perçus,
- Les conditions d'emploi des salariés.

Des premières exploitations ont été réalisées à partir des DADS et des tableaux ont été diffusés à l'été 2010. Il s'agit de statistiques sur la démographie des associations (nombre d'associations, d'établissements, ventilation par taille, régions, départements, activités économiques, ...).

Les travaux seront poursuivis au second semestre 2011 et en 2012, sur les données 2009 avec un focus sur les caractéristiques des salariés et en particulier leurs conditions d'emploi. Des comparaisons pourront être envisagées avec les données antérieures.

## **2.2. Exploitations de bases de données et collaborations diverses**

- Exploitations des bases de données réglementaires sur les accueils collectifs de mineurs

La DJEPVA est responsable de la délivrance des diplômes nécessaires à l'animation (BAFA) et à la direction (BAFD) dans les structures proposant des accueils collectifs de mineurs (ACM). Il s'agit principalement des séjours de vacances pendant les périodes hors scolaires ainsi que les accueils de loisirs sans hébergement (notamment les mercredis, et petites vacances scolaires). La DJEPVA est également chargée de délivrer les agréments aux organisateurs de ce type d'accueil et de s'assurer que la réglementation est bien respectée par les organisateurs de séjours. A ce titre, ils doivent adresser pour chaque accueil collectif de mineurs des informations sur le nombre d'enfants accueillis, d'animateurs encadrant les mineurs, ... A la demande du secrétariat d'État à la jeunesse et à la vie associative, la MEOS a étudié cette base de données début 2011 et produit des résultats provisoires à l'été 2011 sur les séjours avec hébergement organisés en 2009-2010. Une publication sur ces séjours de vacances est prévue au premier trimestre 2012. Des travaux de consolidation seront poursuivis en 2012 et de nouveaux investissements seront consacrés aux accueils de loisir dont la mesure est plus délicate.

L'exploitation de cette base d'information sur les accueils collectifs de mineurs deviendra une opération annuelle.

- **Collaboration avec l'Observatoire de la jeunesse**

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), établissement public placé sous la tutelle du ministère chargé de la jeunesse, a mis en place en 2011 un observatoire de la jeunesse au sein de son établissement. Dans le cadre de son programme de travail, l'INJEP a sollicité la MEOS pour participer à un certain nombre d'actions. A ce titre, la MEOS est représentée, par son chef, au conseil scientifique de l'INJEP, en tant qu'expert. Le SSM participe d'une part à la mise en place d'un tableau de bord annuel présentant des indicateurs jeunesse, d'autre part à la rédaction du premier rapport de l'observatoire sur la jeunesse dont la parution est programmée à l'automne 2012.

Un projet de travail complet et conjoint avec l'INJEP est en cours de validation pour l'ensemble de l'année 2012.

### 3 - Opérations répétitives

| Opérations répétitives  | Unité responsable | Observations   |
|---|-------------------|--|
| <b>Enquêtes</b>   |                   |  |
| Recensement annuel des licences sportives   | MEOS              | Questionnaire adressé à l'ensemble des fédérations sportives agréées et récupération des fichiers détaillés. |
|   |                   |  |
| <b>Exploitation de fichiers administratifs</b>  | MEOS              | DADS 2009  |
|   |                   |  |
|   |                   |  |
| <b>Autres travaux répétitifs</b>  |                   |  |
| Statistiques sur les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère               | MEOS              | Exploitation d'une base de données du ministère.   |
| Statistiques sur les contrats aidés du champ « jeunesse et sports »                         | MEOS              | Exploitation de données fournies par la DARES.   |
| Estimation annuelle du poids économique du sport (dépense sportive des acteurs économiques) |                   | Source : comptes annuels nationaux, DGCL, Enquêtes annuelles d'entreprises.                                  |

### 4 - Allègement de la charge statistique de collecte

Sans objet

### 5 - Aspects particuliers du programme 2012

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La poursuite des travaux liés à l'exploitation des DADS permettront non seulement d'appréhender l'emploi associatif au niveau national, mais également aux niveaux régional et local.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

La MEOS est chargée de calculer plusieurs indicateurs LOLF liés aux domaines « sports » et « vie associative ». Elle est notamment responsable de l'amélioration de la qualité de ces indicateurs, tant en termes de définition que de collecte des informations.

A ce titre, une expérimentation a été mise en place avec l'appui de l'INSEE (division « études territoriales ») et de l'ONZUS afin de rénover le mode de calcul de l'indicateur sur le taux de pratique licenciée dans les Zones Urbaines Sensibles. Une expérimentation, satisfaisante, a été effectuée pour la campagne des indicateurs LOLF de l'année 2011. La méthode, basée sur le géocodage des adresses des licenciés fournies par les fédérations sportives sera pérennisée en 2012.

#### 5.4. Aspects «européens »

La MEOS participe à un groupe de travail animé par les responsables de l'Unité Sport de la Commission européenne. Ce groupe, réunissant une quinzaine d'États membres volontaires, s'attache à définir le cadre méthodologique d'un compte satellite du sport, le périmètre du secteur « sport » (définition statistique, activités liées directement ou indirectement au sport) et des méthodes de chiffrage du poids économique du sport.

### 6 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations                                 | Unité   | Prévision    | Observations   | Suivi |
|--|---|--------------|--|-------|
| Enquête pratique sportive                  | MEOS, INSEP                                     | 2009-2010    | Résultats en 2010-2012                                   |       |
| Emploi associatif : exploitation DADS CLAP | MEOS et bureau « Vie associative » du Ministère | 2009<br>2012 | Premiers résultats été 2010<br>Seconde vague de tableaux |       |
| Compte satellite du sport                  | MEOS  | permanent    | Réunions semestrielles du groupe européen                |       |
| Recensement annuel des licences sportives  | MEOS  | annuel       |  |       |
| Compte de la dépense sportive              | MEOS  | annuel       |  |       |
| Enquête CEREQ génération 2004              | MEOS  |              | Publication ouvrage 2 <sup>ème</sup> trimestre 2012      |       |

### 7 - Diffusion des travaux

La MEOS publie ses principaux résultats dans sa collection « Info-stat », sous forme de 4, 6 ou 8 pages. Elle utilise également un format dépliant pour les « chiffres-clés du sport » et les « chiffres-clés de la jeunesse » ainsi qu'un format ouvrage pour les études plus conséquentes. Au cours de l'année 2012, les publications suivantes sont prévues :

2<sup>ème</sup> trimestre 2012

- « la pratique des activités physiques et sportives en France en 2010 » (ouvrage)
- « chiffres clés de la jeunesse – juin 2012 » (dépliant)
- « le poids économique du sport en 2010 » (stat-info)
- « les accueils collectifs de mineurs avec hébergement » (statistique-info)
- « l'insertion professionnelle des diplômés jeunesse et sport génération 2004 » (ouvrage)

4<sup>ème</sup> trimestre 2012

- « chiffres-clés du sport – novembre 2012 » (dépliant)
- « licences et clubs des fédérations sportives agréées en 2011 » (stat-info)
- Les premiers résultats de l'enquête CEREQ génération 2007 (Stat-Info)

**Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011**

- « Les chiffres-clés de la jeunesse - édition 2010 » (dépliant)
- « Les chiffres clés du sport – décembre 2010» (dépliant)
- « Le poids économique du sport en 2008 » (stat-info)
- . Les premiers résultats de l'enquête 2010 sur les pratiques physiques et sportives en France (Stat-info)

## A paraître

- Les licences et clubs des fédérations sportives agréées en 2008 et 2009 (Stat-info).
- Les activités physiques et sportives pratiquées en France (Stat-Info).
- Les résultats de l'enquête CEREQ génération 2004 (ouvrage).
- Les licences et clubs des fédérations sportives agréées en 2010 (Stat-Info).
- Les Chiffres-clés du sport, édition 2011.
- Les trajectoires des présidents d'associations en France (enquête CNRS) (Stat-Info).
- Les principaux enseignements de l'enquête qualitative relative à la pratique sportive dans les ZUS (INSEP) (Stat-Info).
- Les Chiffres-clés de la jeunesse, édition 2011.
- Le poids économique du sport en 2009 (Stat-Info).